

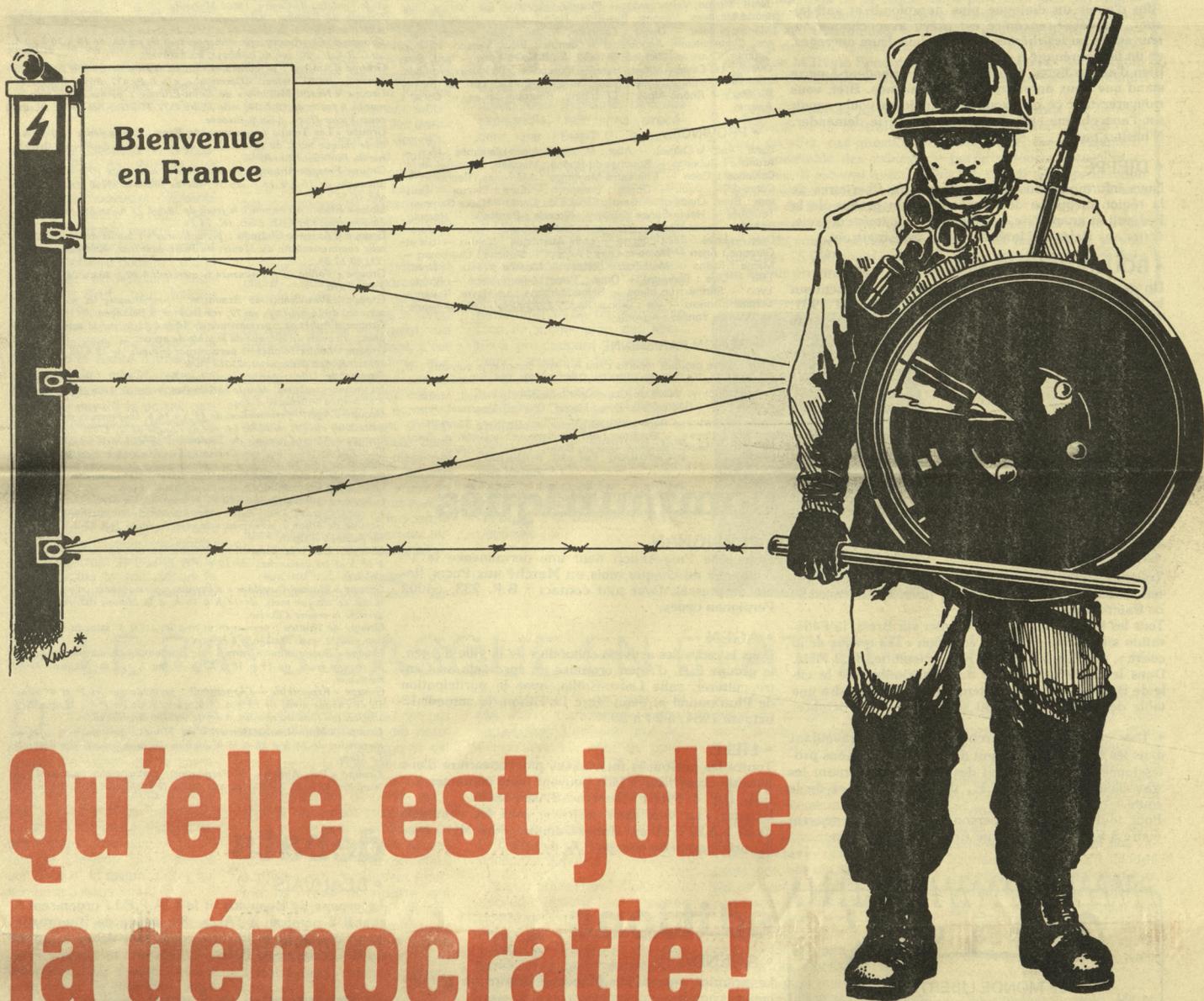
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°543 JEUDI 4 OCTOBRE 1984 8,00 F

Le droit d'asile est mort.



Qu'elle est jolie la démocratie!

MÉMOIRE SOCIALE

Un aperçu
du mouvement anarchiste
français pendant l'Occupation
et à la Libération.

PAGE 6 ET 7

TCHAD

Tout le monde
a réussi à s'entendre
sur le dos
du peuple tchadien.

PAGE 8

RENAULT

Mais quand la C.G.T.
se décidera-t-elle
donc à déterrer
la hache de guerre.

PAGE 12

Fp-2520

communiqués

• PARIS

Le groupe Louise-Michel tient ses permanences tous les vendredis de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

• LE MANS

Le groupe Marie-Louise-Berteri participera à la septième édition de la Fête du livre au Mans, le samedi 13 et le dimanche 14 octobre. Cette année, nous avons le plaisir d'accueillir à notre stand : Ronald Creagh qui a publié *Les laboratoires de l'utopie* (les communautés libertaires aux Etats-Unis) ; Roger Dadoun pour son ouvrage *Psychanalyse entre chien et loup*, qui présentera également la revue *L'Arc* (N°91/92 consacré à l'anarchie) ; Pierre Martial qui vient de faire paraître *Objection, mode d'emploi*.

Afin d'avoir un dialogue plus approfondi et satisfaisant, un débat-rencontre est prévu avec chaque auteur sur le ou les thèmes abordés dans leurs ouvrages, en un lieu aménagé à cette fin.

Bien d'autres livres, brochures, vous attendent à notre stand que nous animerons en permanence. Bref, vous trouverez tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais avoir osé le demander. N'hésitez pas !

• DIEPPE

Nous informons tous les sympathisants libertaires de la région dieppoise de la création d'un groupe de la Fédération anarchiste sur Dieppe. Pour tous contacts, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• BOULOGNE-SUR-MER

Un groupe de la fédération se forme actuellement sur le Boulonnais, ainsi qu'une association loi de 1901. Toutes les personnes intéressées par la propagande des idées libertaires et par l'animation culturelle peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

• EVREUX

Le groupe d'Evreux de la Fédération anarchiste annonce que ses permanences, qui étaient tenues régulièrement les derniers samedis de chaque mois à la maison des associations, sont interrompues depuis le mois d'août.

Pour nous contacter, il vous faudra donc dorénavant écrire au : Cercle d'études sociales, B.P. 256, 27002 Evreux cedex ou aux Relations intérieures.

• BREST

Tous les samedis matin, de 10 h à 12 h, le groupe Les temps nouveaux vend le *Monde libertaire* au marché de Saint-Martin.

Tous les lundis, vous pouvez écouter sur Brest, la Fédération anarchiste dans son émission « *Les raisins de la colère* », de 19 h à 20 h, sur Radio-Neptune, 84,9 MHz. Dans le cadre de la Foire aux associations de la ville de Brest, le groupe Les temps nouveaux tiendra une table de presse, les 29, 30 septembre et 1^{er} octobre.

• Des compagnons anarcho-syndicalistes travaillant dans les transports viennent de créer trois liaisons professionnelles F.A. Il s'agit des liaisons concernant les travailleurs de la S.N.C.F., de la R.A.T.P. et de la route.

Pour tout contact, les personnes intéressées peuvent écrire à *Voie libre*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banque, Liaison O.R.T.F.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes — Picardie : Noyon — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Mantes-la-Jolie — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Cannes-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu — Corse : Ajaccio.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côtes-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Haute-Saône : Gray — Gironde : Bordeaux — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dôle — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers, La-Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yvelines : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : treize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Versailles, Conflans-Sainte-Honorine, La Défense — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

communiqués

• PERPIGNAN

Le groupe Puig-Antich tient une permanence le 1^{er} dimanche de chaque mois au Marché aux Puces (table de presse). Pour tout contact : B.P. 233, 64002 Perpignan cedex.

• AGEN

Dans le cadre des activités culturelles de la ville d'Agen, le groupe F.A. d'Agen organise un spectacle au Centre culturel, salle Ledru-Rollin, avec la participation de Pharamond et Jean-Marc Le Bihan, le samedi 13 octobre 1984, à 20 h 30.

• LILLE

Toutes les personnes intéressées par l'ouverture d'une librairie anarchiste à Lille peuvent nous contacter à : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex. Ecoutez « *La voix sans maître* », tous les vendredis de 22 h à 22 h 30 sur Radio-Campus (99,6 MHz) avec la participation du groupe F.A. de Lille.

éditions

• AGENDA

Le premier agenda du *Monde libertaire* va paraître courant octobre.

Vous y trouverez : des adresses utiles, des repères historiques ; des conseils bibliographiques ; des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...

Il sera en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).

Mais commandez le dès maintenant au prix de 40 F. Adressez vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, en joignant votre règlement à l'ordre de Publico.

• BADGES

Le groupe Région toulonnaise diffuse quatre badges (5 F pièce, 3 F à partir de 10 exemplaires) représentant un A cerclé, un drapeau noir, Makhno et le symbole anarcho-syndicaliste. Une broche est également disponible (10 F pièce, 7 F à partir de 10 exemplaires) représentant un fusil brisé en deux. Prévoir pour les frais de port 10% en sus, chèques à l'ordre de Bruno Nappi, à adresser : C.E.C.L., immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

liste des permanences des groupes f.a.

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J.-Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Pallette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe de Cherbourg : permanences tous les jeudis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens, c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creac'h, rue du Professeur-Christien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

Groupe « Voline » : permanence le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, 75020 Paris.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Baltant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe « Louise-Michel » : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis (excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agén : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agén.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

Groupe de Lyon : permanences tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, Lyon.

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit » : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeanmme, à Dijon.

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emille, 77500 Chelles.

Groupe « Manuel-Devaldes » d'Evreux : permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la Maison des associations, derrière la mairie d'Evreux.

Groupe de Nantes : permanences tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

Groupe « Marie-Louise-Berteri » du Mans : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

débats

• BEAUVAIS

Le groupe de Beauvais et le C.A.P.E.L. organisent le mardi 2 octobre, à l'Asca, 8, avenue de Bourgogne, Beauvais, à 20 h 30, une conférence-débat à propos de la Commune de Paris.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes — PAGE 3 : Editorial, Les « Ripoux », Le Pays basque, communiqué — PAGE 4 : Bella : quel avenir ?, Faire tourner Bella — PAGE 5 : Creusot-Loire, Virieux — PAGE 6 ET 7 : Les anarchistes français de 1939 à 1945, « Les dossiers noirs d'une certaine résistance » — PAGE 8 : Mineurs blues, Procès à Prétoria, Colombie, Tchad — PAGE 9 : Relations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Note de lecture, Radio-Libertaire, Emission nouvelle sur R.-L., Spectacles — PAGE 12 : Où va la Confédération générale du travail ?, Halte à la répression.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publ'Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque Langueire Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

LES « RIPOUX »

CENT mille personnes, slogans : « Non, non, aux extraditions ! », « A bas les Etats policiers ! »... cocktails molotov, pavés... grenades lacrymogènes... blessés... Arrêt de l'image : c'est en 1977. Giscard vient d'extrader Klaus Croissant, l'avocat de Baader et de ses camarades, suicidés par derrière dans les prisons « démocratiques » allemandes. A cette époque, le Parti socialiste prend violemment position contre toute extradition. Il le rappellera quelques temps plus tard, lorsque ça va être le tour des militants italiens Piperno et Pace, livrés aux autorités italiennes par le gouvernement français.

Mai 81, « Youpi ! La gauche a gagné les élections ! », atmosphère « Parc-des-Princes » à la Bastille... Encravatés de suffisance, les nouveaux dirigeants viennent rassurer le bon peuple : la gauche restera fidèle à ses engagements de toujours ! Gaston Defferre déclare : « J'ai été, hips, un résistant, moi-aussi ! ». Bref, tout baigne dans l'huile, finies les extraditions faites en douce, les fourgons cellulaires qui quittent la prison de la Santé à une heure du matin, quand nous ne sommes plus qu'une trentaine à gueuler devant le portail gardés par les C.R.S. Désormais, la France sera « terre d'asile » pour tous les réprouvés. Cocomo !

Le 24 septembre 84, François Mitterrand et Laurent Fabius décident de régler le sort des militants basques espagnols, en grève de la faim depuis le 9 août et de la soif depuis le 24. L'Espagne étant gouvernée

par des « camarades », pas de risque de bavures. Felipe veut les Basques ? On lui en refille trois, les plus méchants, ceux qui sont des « criminels de sang » comme dit Jospin.

Les quatre autres, on les expulse au Togo. Pas de problème, les toubibs sont d'accord... et puis, après plus de 45 jours de grève de la faim, le soleil leur fera du bien.

Gros embarras dans les rangs socialistes. Jusqu'à la veille de cette décision, le P.S. se prononçait contre toute extradition. Le gouvernement ayant tranché dans le sens contraire, les camarades ont été contraints à un virage à 180°. Du jour au lendemain, le « non aux extraditions » est devenu « les droits communs ne sont pas des réfugiés politiques, et le gouvernement français à toutes les garanties pour qu'en Espagne, les conditions de détention et de jugements soient équitables ». Faux derches !

Pour nous, une chose est claire : quand on extrade un réfugié politique, quel qu'il soit, on se place de fait dans le camp de ceux qui le réclament, un point c'est tout ! Le reste, c'est de la démagogie destinée aux militants à l'épiderme sensible en matière de droit d'asile... Et le fait est que ça marche ! Mardi soir, seulement 2 000 personnes ont manifesté dans Paris, avant de se disperser sagement devant un service d'ordre (nouveau !) casqué et armé, prêt à grenader et matraquer au moindre « incident » (une centaine de personnes défila sous nos drapeaux noirs).

Aujourd'hui, en Espagne, des militants basques passent de-

vant les mêmes juges que leurs pères, 20 ans avant, pendant le franquisme ! Nous constatons seulement que les socialistes, après avoir été parmi les preux chevaliers du droit d'asile, reprennent le travail commencé par Giscard pour instaurer le fameux « espace judiciaire européen », l'Europe des polices.

Le fait que la France refuse de signer les conventions européennes de « lutte anti-terroriste » (entendez par là : « Flics de tous les pays, unissez-vous ! ne doit tromper personne. Ce n'est là qu'un artifice de plus destiné aux gogos (enfin ce qu'il en reste !) pour qui « Socialistes-au-pouvoir » signifiait « France-terre-d'asile » ! L'extradition des militants basques espagnols, fait sans précédent, par l'Etat-P.S. le prouve aujourd'hui.

C'est en parfaite collaboration que Paris et Madrid organise la traque aux réfugiés basques, le quadrillage policier et militaire du Pays basque, fermant pudiquement les yeux sur ces « insaisissables » tueurs fascistes du G.A.L. (Groupe antiterroriste de libération). Mitterrand tente de sauver sa face de « champion des libérés » en coupant la poire en deux : certains des sept grévistes de la faim, réclamés par le camarade Felipe, ont été déportés au Togo, pays « démocratique » comme chacun le sait... Qui ira contrôler que l'Espagne ne les pourchasse pas là-bas ? Face à la coalition policière franco-espagnole, une seule réponse : « Solidarité internationale ! »

Gil Gr. Libertad

Editorial

LA reprise du travail a eu lieu le lundi 24 septembre à l'usine Renault du Mans après satisfaction des revendications les plus immédiates : l'aménagement de la 5^e semaine de congés payés (que la direction voulait imposer entre le 24 et le 31 décembre), une prime uniforme supplémentaire de fin d'année de 300 F, l'annulation de la journée de chômage du lundi 17 avec paiement des heures de grève du jeudi et l'assurance qu'aucun salarié de moins de 55 ans ne serait concerné par les suppressions d'emploi (celles-ci devant, dans un premier temps, s'effectuer par des départs volontaires en préretraite dans le cadre du contrat F.N.E.).

La C.G.T., qui avait bien besoin de redorer son image de marque après les échecs de Talbot et Citroën, a aussitôt annoncé son intention de se lancer dans un conflit très dur, appliquant ainsi la nouvelle stratégie définie par Krasucki depuis que le Parti communiste a quitté le gouvernement. Des actions et des débrayages localisés ont eu lieu dans les autres usines de la Régie Renault, notamment à l'usine de Sandouville qui produit la R. 25 et où la production aurait diminué de 60%.

On peut tout de même se poser des questions sur la réelle volonté de la centrale de Krasucki de durcir le conflit. Il n'est, en effet, pas question de grève totale, mais seulement, pour l'ensemble des usines, de perturbations ponctuelles et localisées. Il est vrai aussi, qu'un arrêt total de la production compromettrait sérieusement la sortie de la Super 5, à une semaine du Salon de l'automobile...

Rappelons tout de même, qu'indépendamment de la 5^e semaine de congés payés et de la prime de fin d'année, ce sont quelques 15 000 suppressions d'emploi qui sont en cause dans un avenir proche à la Régie Renault...

Une librairie où l'on trouve toute la littérature anarchiste ?

C'EST LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE
145, RUE AMELOT, PARIS-11^e
TÉL. : 805.34.08

COMMUNIQUÉ

POUR mettre fin à des interprétations diverses, M. Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, tient à préciser que la ligue déplore la décision d'extradition visant trois Basques, malgré les garanties demandées et obtenues par le gouvernement français.

LE PAYS BASQUE EN ÉTAT DE CHOC

DE par et d'autre des Pyrénées le choc est d'autant plus fort qu'on ne pensait pas que Mitterrand puisse s'abaisser de la sorte. Raymond Forni, député P.S. et président de la commission des lois à l'Assemblée nationale, qui résume le mieux l'état d'esprit régnant chez eux : « (...) Il faut la pression qui s'exerce sur nous et la raison d'Etat qui s'impose à nous » (1).

On peut prendre à l'envie les déclarations de ces politiciens véreux, et rire des couleuvres qu'ils doivent avaler aujourd'hui, le précédent ainsi créé s'y prête moins. A Madrid, comme on s'en doute, c'est la satisfaction générale, et M. Alfonso Guerra, vice-président du gouvernement, a cru bon de préciser qu'il multiplierait les demandes d'extraditions. Avec les expulsions qui sont la deuxième arme répressive (2), la communauté réfugiée sera vite balayée. Réglera-t-on le conflit pour autant ? Non !

Il y aura certainement un changement de stratégie de l'E.T.A., et la clandestinité sera de règle pour ceux qui passeront la frontière. Les réfugiés, qui se concentrent en grande partie sur la côte, ont à affronter une xénophobie exacerbée

de la grande majorité des Basques du Nord (voire les campagnes anti-touristification des deux étés derniers). L'amalgame est total parmi la population entre réfugiés, G.A.L., Iparretarak, et le sentiment dominant est : « qu'ils retournent chez eux ! ».

La répression exercée par le P.S.O.E. est des plus sauvages (3). La loi anti-terroriste, actuellement en vigueur, permet d'arrêter n'importe qui sans mandat judiciaire ; la garde à vue étant de 10 jours dans un isolement total et la torture y est systématique. De plus, il existe deux autres lois aussi sinistres : la « Loi de sécurité des citoyens », qui permet entre autres d'annuler la décision prise par un juge, et la « Loi de défense de la constitution » dans la série « atteinte à la sécurité de l'Etat », des écrits peuvent « coûter » jusqu'à 6 ans de prison à son auteur. Il est en outre inutile d'insister sur le régime carcéral totalement inhumain où la torture est également pratiquée (4). Mais puis-je on vous dit que c'est une démocratie l'Espagne — avec en prime le label français de Mitterrand (!) —, vous pouvez nous croire !

A Saint-Jean-de-Luze, dès dimanche, une manifestation spontanée s'est déroulée (neuf

arrestations). A Bayonne, où elles étaient quotidiennes — pour sensibiliser l'opinion sur les extraditions —, elles se poursuivent et, mercredi 26, la manifestation pourtant interdite s'est déroulée avec plus d'un millier de personnes qui se sont ensuite affrontées aux forces de l'ordre. La ville est quadrillée par la police !

La mobilisation s'effectue sporadiquement en d'autres points de France. A Paris, les grilles du Panthéon ont été peintes en rouge, et dix personnes ont tenté de déployer une banderole devant l'Élysée ; mais on a pu constater que les deux manifestations, du 19 et du 25, n'ont pas attiré les foules (le P.C. et le P.S.U., pourtant hostiles aux extraditions, n'y ont pas participé). A Quimper, soixante personnes ont défilé dans la ville mardi après-midi ; à Toulouse, le nouveau bâtiment du Conseil régional a été endommagé (5 millions de dégâts) et le train Toulouse-Irun fut bloqué par une alerte à la bombe. Enfin, à Pau et à Oloron, des cocktails molotov ont atteint la Sous-Préfecture.

Il faut aussi signaler qu'à la prison de Fresnes, Helyette Besse et quatre inculpés du grou-

pe « Action directe » sont en grève de la faim, en soutien aux Basques et pour la reconnaissance de leur identité politique.

Au Pays basque, la coalition Herri-Batasuna a appelé à une grève générale pour le 26, l'Etat espagnol a dépêché 7 000 policiers... Les commerçants ont baissé les rideaux, les transports publics étaient paralysés et certaines entreprises suivaient le mouvement. Il est bien évidemment impossible de faire la part des volontaires et des « obligés ». Saint-Sébastien était une ville morte, la police a utilisé ses fameuses balles de gomme et a interpellé 200 manifestants. Bilbao, Renteria, Hernani, Vitoria ont connu une égale agitation. La grève, préparée à la hâte, fut malgré tout bien suivie, vu que le P.N.V., qui a obtenu 45% des voix aux élections du 26 février, et les deux syndicats, l'U.G.T. et les Commissions ouvrières, ne ce sont pas associés.

L'E.T.A. a, pour sa part, annoncé l'extension des représailles contre les intérêts français à toute l'Espagne. Le 28 septembre, trois gardes civils ont été tués et sept autres blessés à El Burgo, province d'Alava. Et peut-être saura-t-elle uti-

liser cette tribune exceptionnelle que sera le match de football opposant, pour la Coupe d'Europe, Bilbao à Bordeaux, le 3 octobre. Dommage pour les Bordelais car leurs supporters, vu l'insécurité qui règne, ne suivront pas en masse leurs idoles. C'est d'ailleurs pour cette même raison que des camions français ont bloqué 5 postes frontières depuis le 25, ne levant les barrages le 28, qu'après avoir obtenu des autorités espagnoles une escorte policière renforcée et l'assurance d'être indemnisés si leurs véhicules sont détruits.

Pour revenir au Nord, Mitterrand effectuera son voyage (voir M.L. n°541) le 12 octobre à Bayonne et à Biarritz, la riposte se doit d'être à la hauteur de la provocation ! Affaire à suivre, donc.

Jean Delamontagne

(1) Interview accordée à Libération le 26 septembre 1984.

(2) Vingt-cinq militants expulsés vers l'Amérique latine, et 4 vers le Togo. De plus, les nouveaux réfugiés sont interdits de séjour sur les 9^e départements limitrophes des Pyrénées-Atlantiques.

(3) Cent quatorze arrestations pour le seul mois de juin, in Euskadi information.

(4) Voir aussi le rapport d'Amnesty international.

BELLA : QUEL AVENIR ?

L'usine des poupées Bella occupe aujourd'hui, à nouveau, la une des médias dans les Pyrénées orientales. Trois cent quinze emplois, rescapés d'un « dégraissage » en 82, sont menacés dans leur totalité si une solution n'est pas rapidement trouvée. Les Bella manifestent presque tous les jours. Mercredi 26 septembre, devant la Maison du tourisme de Perpignan, les forces de l'ordre sont intervenues très violemment : plusieurs travailleurs ont dû être hospitalisés.

La revue libertaire régionale, *Info et analyse libertaire*, avait largement rendu compte de la lutte des Bella quand, en 1982, près de 1 000 personnes risquaient le chômage (*I.A.L.* n°5, 6 et 12). Pour situer le problème en 1984, il est nécessaire de rappeler les principaux événements de 1982.

En décembre 81, la direction de l'usine, après avoir licencié 109 personnes sans préavis, annonce le dé-

pôt de bilan. Le directeur est aussitôt séquestré. Pour les salariés, il n'est pas question d'accepter un seul licenciement. Pendant 6 mois, ils luttent ferme pour sauvegarder leur emploi : manifestations, journée portes ouvertes, occupation, etc.

Judi 3 juin 1982, le syndic annonce au comité d'entreprise 560 licenciements et la reprise de l'usine par Berchet avec 321 personnes. Immédiatement, les ouvriers et les ouvrières le retiennent prisonnier. Les forces de police interviennent dans la nuit et libèrent les otages.

Dimanche 6 juin 1982, les travailleurs remettent spontanément en marche la chaîne de fabrication, pour leur propre compte. Le comité d'entreprise de Citroën leur avait passé une commande de 1 000 poupées. L'affolement du responsable de l'union

départementale C.G.T. faisait peine à voir ce jour-là : « *Que font-elles ? Qui leur a dit ?...* ».

Vendredi 11 juin 1982, le plan Berchet est adopté à 70% des voix par l'assemblée générale. Car, entre temps, Pierre Mauroy avait accordé la construction d'un hypermarché pour reconverter une bonne partie des 560 licenciés, le reste se voyant proposé un départ anticipé à la retraite. Quant aux travailleuses à domicile : qu'elles se trouvent autre chose !...

La C.G.T., majoritaire en 1982, avait mené une lutte à son image, alors que le terrain était favorable à l'ouverture d'un débat sur la seule solution ouvrière acceptable : la reprise en main de l'usine par les ouvriers et les ouvrières. En revanche, elle propose un plan de redressement « responsable » : pas un licenciement, constitution d'une société mixte avec un gestionnaire de l'Etat.

Après deux ans de fonctionnement à effectif réduit, le cliquant d'alarme fonctionne de nouveau au début de l'année 84. En janvier, un mouvement de protestation traverse les Bella suite à l'annonce du licenciement de leur infirmière.

En février, une grève de quelques heures des ouvriers de l'atelier des fours — lieu de travail particulièrement pénible — répond à la direction qui veut y supprimer un poste.

A nouveau la lutte

Lundi 3 septembre 1984, Berchet annonce le dépôt de bilan. Trois cent quinze emplois sont menacés. Les propositions de Berchet, appuyées par le Comité interministériel de restructuration industrielle (C.I.R.I.) sont les suivantes :

- continuer de travailler — malgré le dépôt de bilan — pour livrer les commandes en cours (soit près de 20 millions de francs ;
- liquidation des biens le 30 novembre.

Devant ces propositions inacceptables, l'ensemble du personnel a immédiatement cessé le travail. La C.F.D.T. est maintenant majoritaire. Les travailleurs sont représentés par une intersyndicale C.F.D.T.-C.G.T.-C.F.T.C. Les ouvriers et les ouvrières de Bella se démentent, manifestent, déversent des poupées et collent dans les rues, devant et sur les édifices publics.

Lundi 10 septembre, les responsables de l'entreprise, le président du tribunal de commerce, un juge commissaire et le syndic sont séquestrés dans les locaux de l'usine. Les travailleurs demandent l'ouverture d'une table ronde avec les pouvoirs publics, les instances régionales, la municipalité et les délégués du personnel. Ils réclament également que leur soit communiqué un rapport sur le contrôle financier depuis ces deux dernières années. En effet, 110 millions de francs ont été versés par les pouvoirs publics à l'entreprise et la municipalité



Manifestation devant le cabinet du syndic.

a entièrement financé les locaux neufs récemment aménagés. Berchet — industriel d'Oyonnax, dans le Jura (entreprise Superjout) — n'a apporté que 5 millions de francs comme mise de fonds personnelle.

Les syndicats soupçonnent des magouilles. Où est passé l'argent ? Pourquoi les pouvoirs publics refusent-ils le rapport financier ?

Mardi 11 septembre 1984, 180 C.R.S., très motivés, investissent l'usine à 4 h 40 du matin et délivrent les séquestrés. L'après-midi, les Bella occupent un poste de péage autoroutier, laissant le passage gratuit aux usagers. Cette fois-ci, pas un seul C.R.S. n'est présent.

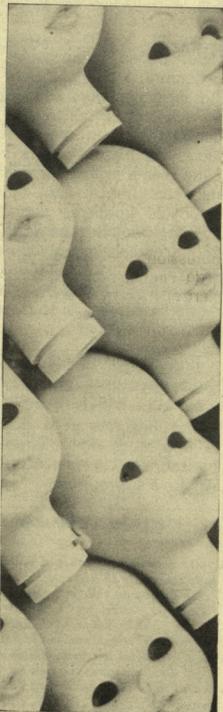
Mardi 18 septembre 1984, une manifestation unitaire, à

l'appel de l'intersyndicale, soutenue par les unions départementales respectives plus celles de la F.E.N. et de F.O., rassemble un millier de personnes. Au dernier moment, les ouvriers de la SO-GE-TREM, entreprise de travaux publics en liquidation, se joignent aux manifestants. Chose curieuse, ce sont huit camions qui ouvrent le défilé. La banderole de la C.G.T. de SO-GE-TREM est en tête, puis les camions de la SO-GE-TREM, et derrière eux, la banderole unitaire C.F.D.T.-C.G.T.-C.F.T.C. de Bella !...

Lundi 17 septembre, 200 ouvriers et ouvrières manifestent dans la gare de Perpignan et bloquent le départ des trains. Une fois de plus, les C.R.S. effectuent une intervention efficace et contraignent les Bella à se retirer. Vendredi 21, l'intersyndicale annonce :

- la mise en route dès le 24 septembre d'une production de lutte qui sera vendue par les

FAIRE TOURNER BELLA... LES OUVRIERS EN SONT CAPABLES !



EN deux ans, Bella aura connu deux dépôts de bilan. Le redémarrage en 1982 (solution Berchet) s'était soldé par le rejet sans étude réelle et approfondie de la possibilité d'une S.C.O.P. Les politiciens de tout bord, ainsi que la direction syndicale de l'époque, s'étaient retrouvés pour considérer une des propositions authentiquement ouvrière comme irréaliste, voire irresponsable.

Deux ans après, les millions injectés par les pouvoirs publics — le gouvernement socialo-communiste — ont disparu et les 315 salariés de Bella se retrouvent de nouveau au bord du chômage. En 1984, la proposition de remise en route de l'entreprise par et pour les salariés est rejetée pour des raisons identiques à celles qui étaient invoquées deux ans auparavant. Jugée par beaucoup comme « irresponsable », elle semble pourtant offrir un certain nombre de garanties.

Bien évidemment, il n'est pas question de vouloir construire un embryon de « socialisme » dans un « environnement capitaliste ». Mais malgré ses défauts et ses faiblesses incontestables dans un tel environnement, la solution de la coopérative ouvrière de production (S.C.O.P.) reste préférable à une gestion capitaliste, vers laquelle on semble se diriger à nouveau. La solution S.C.O.P. exige à coup sûr une étude préalable et des aménagements appropriés.

Bella appartient en effet à une branche de production constituée par les industries de fabrication qui ont obligatoirement un stock et un réseau de vente. Le cycle — achat de matière première, fabrication, vente — doit être vu et étudié à partir de ce qui existe dans le cadre du système. La question des banques doit, elle aussi, être analysée plus avant. Son importance négligeable dans le cadre d'une production de lutte — limitée dans le temps — est réelle par la suite.

Plutôt que de nier ces difficultés, il est nécessaire de les affronter et de les surmonter à partir d'un raisonnement à l'échelle de la production en question, de l'entreprise concernée, de la localité, etc. Et, est-il besoin de l'affirmer, personne n'est mieux habilité à réaliser ces études que le personnel syndical et les travailleurs et travailleuses rompus aux rouages de leur

entreprise. Il est néanmoins clair que la sauvegarde des 315 emplois de Bella reste, pour nous, la priorité.

Certains nous déclarent qu'une S.C.O.P. ne saurait être viable avec le nombre de salariés actuel, mais ils se gardent bien de nous répondre, quand nous leur posons la question : « *Mais alors, en 1984, pourquoi Bella serait viable avec 315 salariés, par le biais de la solution capitaliste ?* ». Il est nécessaire évidemment de parler net. Ce qui dérange par dessus tout, dans la solution de la coopérative ouvrière, c'est qu'à la suite d'une lutte, elle remet en question :

- le sacro-saint droit de la propriété privée des moyens de production ;
- les hiérarchies économiques en vigueur et l'autorité du système actuel ;
- l'autorité de l'Etat ;
- la prédominance de l'action politique sur l'action ouvrière, économique et sociale.

Tous les groupes socio-politiques et socio-économiques, sans exception, veulent éviter l'« aventure ». La reprise de la production de lutte, même si elle n'est qu'une courte parenthèse dans le temps, permettra aux ouvrières et ouvriers de Bella de prendre conscience que leur usine peut fonctionner sans chef et sans propriétaire capitaliste... ou autre. L'idée fera, à n'en pas douter, son chemin, surtout si l'aveuglement « idéologique » des responsables politiques (de tous bords) et économiques (actuels), conduit à l'impasse et à un train de mesures de licenciements, sinon à la fermeture définitive de l'usine de poupées de Perpignan.

Edward
Gr. Puig-Antich

- Pour la solidarité avec les Bella, et passer les commandes de poupées :
- Berchet industrie S.A., 193, avenue Languedoc, 66000 Perpignan (tél : 16 (68) 61.24.84).
 - union départementale C.F.D.T., tél. : 16 (68) 50.77.50.
 - union départementale C.G.T., tél. : 16 (68) 34.33.71.

travailleurs au profit des travailleurs (un appel à la solidarité est lancé : les comités d'entreprise peuvent passer leurs commandes (1) ;

- l'étude d'un plan de relance pour 1985 qui préservera les 315 emplois ;
- la préparation d'une journée portes ouvertes.

Selon les syndicats, tous les atouts sont du côté de Bella : une usine neuve et moderne ; un marché de 3 millions de poupées en France ; un personnel qualifié. Il manque — toujours selon les syndicats — la volonté politique du gouvernement.

Solutions ouvrières ?

L'intersyndicale a proposé — comme la C.G.T. en 1982 — la société mixte pour sauver cette fois-ci, non plus 860 emplois, mais 315. Pourquoi ? Les conditions du marché sont les mêmes et celles de l'exploitation sont améliorées : logement, ce qui pouvait être fait en 82, doit pouvoir être fait en 1984.

La société mixte, cela veut dire que l'Etat s'associe aux groupes privés pour gérer Bella à l'intérieur d'une société anonyme. Ainsi donc, pour les travailleurs, rien ne sera changé : exploités qu'ils étaient par une société anonyme, ils le seront par une autre société anonyme. Pour l'intersyndicale, cela semble être la seule solution.

De S.C.O.P., la C.G.T. ne veut toujours pas en entendre parler et manifestement, elle

domine l'intersyndicale. Les responsables syndicaux, au lieu de faire leur boulot d'information : ils ont occulté volontairement la solution réellement ouvrière qui consiste à faire fonctionner Bella indépendamment du patronat et de l'Etat. Ce qu'un patron n'a pas su faire, l'Etat le fera-t-il ? Et pourquoi pas les travailleurs eux-mêmes ?

Sauvons-nous nous-mêmes

A deux ans d'intervalle, aucune avancée ne s'est effectuée. Les Bella se retrouvent dans la même situation, leur conditions de travail n'ont pas évolué ; les délégués du personnel n'ont pas su s'imposer face à un patronat qui leur a refusé tout dialogue. Et surtout, l'ensemble des salariés, malgré l'emploi quotidien de l'action directe, croit encore que les politiciens de gauche sont leurs alliés.

En 1982, le P.C.F. déclare : « Le gouvernement a opté pour le plan Berchet et veut le faire appliquer avec le souci de préserver l'emploi des travailleurs par une reconversion ». Il est au gouvernement ! En 1984, au mois de septembre, déclaration du P.C.F. : « Qui est responsable ?... Les pouvoirs publics qui, en 1982, ont imposé le plan Berchet de mise en coma progressif de Bella, au détriment du plan C.G.T. de développement de la poupée. » Il a quitté le gouvernement en juillet 1984 !



Déversement de poupées dans les rues.

Les organisations syndicales se font plus que jamais la courroie de transmission des partis politiques. De cela, la C.G.T. ne se prive pas. Ainsi, lors d'une conférence de presse, le Travailleur catalan — organe du parti communiste des Pyrénées orientales — demande très innocemment si le représentant des viticulteurs de la cave coopérative d'Agly (à Estagel, mairie communiste) est encore présent pour faire une déclaration sur la solidarité apportée par ces viticulteurs — il avait apporté

du vin aux grévistes. Après bien des recherches, on trouve l'oiseau : R. Sempère, suppléant d'André Tourné, député communiste, présenté par la C.G.T., y va de son petit discours au nom du... M.O.D.E.F.

C'est grave, très grave ! La récupération politique de cette lutte fera beaucoup de mal aux ouvriers de Bella. Berchet a utilisé les deniers publics probablement pour renflouer son propre groupe. Chose que les pouvoirs publics auront du mal à reconnaître. Le Parti commu-

niste français utilise les travailleurs et les travailleuses de Bella pour asseoir sa politique passagère de propagande et d'intoxication. La solution ouvrière authentique — l'autogestion — ne sera décidément guère possible tant que les luttes ouvrières passeront par la voie politicienne.

Martine Gr. Puig-Antich

(1) Lundi 24 septembre 1984, l'assemblée générale a rejeté l'idée de la production de lutte annoncée le vendredi précédent. Est-ce un faux pas de l'intersyndicale ou le résultat d'une pratique réformiste ?

CREUSOT-LOIRE : LE CHANTAGE

A Creusot-Loire c'est toujours l'attente ponctuée de quelques manifestations de rue et occupations de voies ferrées et d'auto-route, au Creusot, à Rives-de-Gier et Saint-Chamond.

Des experts d'Usinor et Framatome ont fait la tournée des usines pour souper les morceaux récupérables. Il paraît qu'une des activités bénéficiaires et pleine d'avenir est celle des armements... Elle intéresse Usinor qui reprendrait aussi la métallurgie (définitaire). Framatome mettrait la main sur la division énergie, Neyrpic, grand cons-

tructeur de turbines et de matériel nucléaire, et la Mécanica-Pésada, filiale brésilienne de Creusot-Loire qui, compte tenu des salaires pratiqués là-bas doit être très rentable... On assisterait donc à une nationalisation de fait du « noyau dur » de Creusot-Loire. Les autres filiales trouveront sans doute d'autres « repreneurs », mais l'avenir est plus que sombre pour les grues Pinguely, à l'Horme, et les aciéries Marrel de Rives-de-Gier, dans la Loire.

Les organisations locales du P.S. pondent des communiqués pour convaincre le bon

peuple de ce que les « pouvoirs publics ont fait leur devoir et continuent de le faire » et, elles ajoutent que le « temps presse pour sauver le maximum de ce qui peut l'être ».

Le point de vue gouvernemental est exprimé également, avec sa distinction habituelle, par un homme du Monde, M. Bruno Dethomas qui s'indigne que l'on puisse bloquer le TGV et accuse les ouvriers du Creusot et leurs syndicats de vivre « dans l'illusion lyrique ». Et ce brave homme d'expliquer que les 2 500 licenciements prévus par Fives-Lille étaient calculés au plus juste et que, ma foi, il ne sera guère possible de les éviter.

Enfin, le chantage est savamment distillé par l'intermédiaire des médias : nous arrivons au bout du rouleau, l'activité des établissements ne pourra pas continuer ainsi au-delà de la fin octobre car il n'y a plus un rond en caisse... Compte tenu des zigzags et des incohérences des organisations syndicales que nous avons déjà signalés dans ce journal (M.L. n°541), nous pouvons nous demander si les travailleurs de Creusot-Loire seront en mesure de résister aux pressions du pouvoir. Le danger est également que la division s'installe entre ceux qui ont toutes les chances de conserver leur emploi et les autres.

Sébastien Basson

VIRIEUX DEUX SYNDICALISTES EN PRISON

D EPUIS près de six ans, des habitants de la Pointe des Ardennes se battent contre les projets du pouvoir et la désertification de leur région : centrale nucléaire à Chooz, barrage sur la Houille, fermetures d'usines et notamment de la Chiers-Virieux. En 1982, un plan social, intéressant sur le papier, fut adopté par Usinor, mais il s'est vite avéré que le but réel de cette « initiative » était de stopper la jonction entre deux luttes, l'une anti-nucléaire à Chooz et l'autre sociale à la Chiers. Ce plan social n'ayant pas été respecté, malgré les belles promesses de Mauroy et Cie, à savoir que « Virieux doit devenir un centre de formation de rayonnement régional », les travailleurs sont revenus aux méthodes qu'ils avaient déjà utilisés par le passé pour obtenir ce plan : barrages routiers bloquant toute la pointe. Aussi, pour la quatrième fois depuis 1982, Virieux a de nouveau été occupé militairement par les C.R.S., avec armes et blindés.

Pour que Virieux se taise, le pouvoir a choisi la solution musclée, montant d'un cran dans la répression, il a utilisé cette fois la prise d'otages : deux dirigeants de l'intersyndicale (C.F.D.T. F.O.-C.G.C.) de Virieux : Frantz Hubert et Robert Sokolowski sont emprisonnés à Chalons-sur-Marne, sous l'accusation de « détention d'explosifs ». Notons au passage qu'ils ont été arrêtés en dehors de tout affrontement avec les flics. Mais Frantz Hubert est depuis les premières heures le leader de l'intersyndicale (1). C'est donc lui que le pouvoir veut réduire au silence. Mercredi 25 septembre, Virieux se déclarait « ville morte » et 18 sidérurgistes entamaient une grève de la faim illimitée pour exiger la libération de leurs camarades.

Ne laissons pas la répression se faire dans le silence, comme ce fut malheureusement le cas à Chooz où pendant plusieurs années, le filtrage de l'information étant bien fait en France, seuls quelques militants de la région Champagne-Ardennes dénonçaient un état de siège à la polonaise dans la pointe des Ardennes.

Blocages des frontières, villages occupés militairement, arrestations préventives, tabassages, inculpations, emprisonnements, distributions de tracts interdites (en janvier 83), émissions de Radio-la-Pointe brouillées et maintenant arrestations de militants syndicaux... « vive le changement ! ».

C.D.

(1) On peut lire une interview de Frantz Hubert dans le n°35 de Courant alternatif, avril 84 (Egrégora, B.P. 1213, 51058 Reims cedex).



Manifestation en faveur de Creusot-Loire.

LES ANARCHISTES FRANÇAIS DE 1939 A 1945

L'activité et le comportement des anarchistes français pendant cette période sont encore peu étudiés et mal connus. A cela plusieurs raisons, et entre autres le fait que toute réaction organisée et structurée ayant été impossible, c'est essentiellement le comportement individuel des militants que nous devons étudier. D'autre part, la « contemporanéité » des événements conduit souvent les acteurs passionnés à conserver une vision très personnelle. Pour les anarchistes, et pour tout révolutionnaire, cette période constitue un revers : échec face à la guerre, au fascisme qui sévit, défaite de l'Espagne révolutionnaire, etc. Et beaucoup, face à cette adversité, semblent oublier, ou du moins ne songent pas à relater ce qu'ils jugent peu intéressant.

Cependant, il est utile de mieux connaître cette période, tout d'abord pour tenter de réagir plus efficacement, si cela est possible, face à une nouvelle guerre apparaissant à l'horizon. Pour cela, il faut exorciser les fantômes et essayer le plus objectivement de relater les faits. Si le militant anarchiste se veut lucide,



Ordre de mobilisation.

comment l'être lorsqu'on ignore une période aussi importante de son histoire.

Aussi tenterai-je de retracer, à travers ces lignes quelques réactions, pour établir une contribution à l'étude de l'activité des anarchistes de 1939 à 1945, m'appuyant essentiellement sur des biographies de militants et des études partielles à propos de telle ou telle action. Devant cette tâche, je demeure plein d'humilité, et demande donc aux témoins de ces événements de m'excuser pour toute erreur, qui serait involontaire. Qu'ils s'empresment de la corriger pour pouvoir ainsi constituer un valable travail de documentation (1).

La marche à la guerre

Avant d'examiner comment les anarchistes français ont réagi face à la guerre et à l'occupation nazie, nous devons, pour mieux comprendre leurs réactions, exposer rapidement les événements précédant cette période. Sans remonter aux germes de la Seconde Guerre mondiale : traité de Versailles, développement du fascisme par la bourgeoisie, impérialisme des Etats, militarisme engendré par les industriels de l'armement, rivalités politiques, manœuvres communistes (2)... posons le décor de la tragédie qui va ensanglanter l'Europe toute entière (40 millions de morts).

En septembre 1938, après l'annexion de l'Autriche par Hitler, l'accord « boiteux » de Munich offre un répit et les Sudètes aux nazis. Le fascisme ou les dictatures militaires règnent en Europe : en Italie dès 1922, en Allemagne depuis 1933, mais également au Portugal, en Roumanie, Bulgarie, Hongrie... En France, la chute du gouvernement Blum (juin 1937) sonne le glas du Front populaire

et de ses illusions. Le 28 mars 1939, la guerre civile espagnole s'achève, les espoirs de révolution sociale sont enterrés.

Face à ces événements, en France, un regroupement pacifiste, hélas tardif, se constitue le 15 avril 1939, réunissant au sein d'un Centre de liaison contre la guerre des militants syndicalistes, libertaires et des marxistes non stalinien. Un appel (« Contre la guerre ») sera diffusé, proclamant : « Devant la gravité des événements, des militants de diverses organisations se sont réunis pour réagir contre l'union sacrée et la psychose de guerre — créée par les pouvoirs publics et leurs auxiliaires — qui entraîneraient les masses laborieuses au consentement au massacre. »

« Certains d'exprimer l'opinion de milliers de jeunes hommes mobilisés, arrachés à leurs familles et à leur travail, courbés déjà sous la servitude militaire, nous déclarons que rien ne pourra nous faire admettre la guerre et que nous nous opposerons à elle résolument et la combattons sans faiblesse et jusqu'au bout. (...) » A l'occasion du 1^{er} Mai, le comité (C.L.C.G.) publie un long manifeste se concluant ainsi : « Non ! votre salut n'est pas dans la puissance des armées !!! Il est en vous : ne comptez que sur vous ! Peuples, sauvez-vous vous-mêmes ! » (3). Suite à ces textes, la répression allait s'abattre sur le mouvement pacifiste. « Poursuites, perquisitions, saisies de journaux, peines de prison redoublaient. Certains organes étaient particulièrement serrés de près. » (3) (saisie et interdiction du journal S.I.A., hebdomadaire de la Solidarité internationale antifasciste, voir Monde libertaire n°504).

En juillet et août, la répression continue : Faucier et Lecoïn (S.I.A.) sont condamnés chacun à deux ans de prison sous l'inculpation de « provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste » (4) ; Frémont, Anderson et Scheck (Le Libertaire, Union anarchiste) récoltent 6 mois de prison pour des « écrits subversifs et la diffusion d'un tract appelant les travailleurs à se dresser contre la guerre ». D'autre part, un certain nombre de syndicalistes et de socialistes lance des manifestes pacifistes et tentent d'influencer le gouvernement.

En septembre, après l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes, la machine de guerre s'affole, la mobilisation générale est décrétée en France, et le 3 septembre la guerre éclate. Refusant de s'avouer vaincu, Louis Lecoïn écrit un dernier tract appelant à la paix : « Paix immédiate ». Cet appel, signé par des personnalités influentes de la littérature, de la politique, du syndicalisme, dont beaucoup se renieront par la suite, sera tiré à 100 000 exemplaires et envoyé dans toute la France. Mais il était déjà trop tard, et la portée politique de ce texte sera hélas nul (5).

Pour appréhender l'ambiance régnant dans les milieux libertaires, au cours de ce mois de septembre, on peut citer Louis Mercier Vega : « Les organisations étaient bloquées, vidées de leur contenu par la mobilisation, paralysées par la surveillance policière. Les quelques locaux encore ouverts étaient connus et évités comme des pièges. Seuls quelques vieux, ceux qui avaient dépassé l'âge de la territoriale, venaient balayer les pièces désertes, ramasser les rares lettres et empiler les publications qui continuaient d'arriver de l'étranger et que plus personne ne venait parcourir. (...) Il était encore possible de circuler le jour à condition de banaliser le vêtement ou le langage et de posséder une pièce d'identité présentable, un livret militaire d'une classe non encore appelée. Mais dès la nuit tombée, le "black out" transformait les règles du jeu et toute silhouette devenait dangereuse pour les chasseurs comme pour le gibier. L'ac-

tion collective, les mouvements, les groupes de quartier ou d'usine, les publications, tout cela était effacé. Les dimensions du combat s'étaient brusquement réduites. Tout militant misait sa liberté dans l'immédiat, plus d'un jouait sa peau à échéance. » (6).

Que faire ?

Mais pourquoi, de la part des anarchistes, ce peu de réactions structurées et organisées ? Ont-ils été surpris par la guerre ? Non, en 1938, sous l'impulsion d'anarchistes comme Faucier et Lecoïn, un Centre syndical d'action contre la guerre avait été constitué et regroupait entre autres l'Union anarchiste, la Fédération anarchiste et S.I.A. A la suite d'une enquête du Libertaire (« Précisons notre pacifisme »), des groupes, « refusant la guerre dite antifasciste camouflant une guerre de type impérialiste » (7), envisagèrent une grève générale insurrectionnelle préventive.

Cependant des dissensions face à l'attitude à tenir, l'isolement, la conscience de leur impuissance, la résignation, le découragement dû aux défaites internationales du mouvement ouvrier, vont conduire les anarchistes à adopter une position individuelle. « Selon la prédiction de Frémont un an plus tôt, il ne restait plus aux pacifistes que la solution individuelle pour se soustraire au crime collectif ». Et il confirmera le 13 mars 1939 cette position à laquelle se rallieront les délégués au congrès de la fédération parisienne de l'Union anarchiste : « En cas de guerre, les militants doivent sauver leur peau et réaliser une organisation clandestine leur permettant de rester en liaison entre eux, même si toute propagande leur est impossible : de cette façon, le moment venu, ils pourront agir avec cohésion et à bon escient. » Un militant de l'autre tendance, André Prudhommeaux, écrira de même à la même époque : « Le recul est trop général depuis juillet 1936 pour nous laisser une chance de pouvoir combattre efficacement pour notre propre cause. », « Quant à nous faire crever la peau pour le capitalisme, trop des nôtres sont déjà tombés en Espagne et ailleurs. » (7).

Le jugement sévère émis à l'occasion de l'assemblée extraordinaire d'information de la 2^e région (Paris et banlieue), le 16 octobre 1949 (8), en parlant des militants anarchistes : « un petit nombre d'entre eux fut germanophile, un autre gaulle, le gros pratiqua le débrouillage individuel pour sauver sa peau », ne doit pas nous faire oublier les insoumis, déserteurs et résistants qui, s'ils ne furent guère nombreux, existèrent cependant.

Il y eut des militants, abusés par la Charte du travail et ses quelques aspects

néo-proudhoniens, des pacifistes trompés par l'armistice, qui furent séduits par le gouvernement de Vichy. Peu, heureusement, collaborèrent ouvertement au programme de la Révolution nationale de Pétain. On peut citer Louis Loréal, pacifiste anarchiste intransigent avant guerre, qui écrira dans le journal *Germinial*, le 7 juillet 1944 : « Je voudrais, en ces colonnes, faire appel à mes vieux camarades du mouvement syndical et des groupements pacifistes. Faire appel non pas à un sentimentalisme désuet, mais à leur raison. Pour leur donner un ultime avertissement. (...) Eh bien, venez avec nous. Par votre présence, vous nous aiderez à insuffler un authentique esprit socialiste à la révolution. "La Révolution sociale, a proclamé Marcel Déat, ne peut s'accomplir qu'avec le peuple" (...) », etc. (9).

D'autres, comme René Frémont, répondront à l'ordre de mobilisation, dans l'attente d'un sursaut révolutionnaire à venir. Certains, dans la même perspective ou pour continuer le combat ailleurs quitteront la France et rejoindront soit la Suisse (A. Frudhommeaux) soit l'Amérique latine (Louis Mercier-Vega, voir note n°6).

Beaucoup connaîtront la prison pour de longues années et iront croupir à Montluc, à Vencia, à Lodeve, à Mauzac, etc. Avec Lecoïn et Faucier, on peut citer : « André Le Marc qui déchira son livret militaire à la gendarmerie, Gil Dubois condamné à 3 ans de prison, incarcéré à Los et qui finit son temps à Clairvaux, et Joseph Briand, condamné à 5 ans et qui, libéré par les Allemands, fut incarcéré à nouveau lors de la libération et amnistié le 14 juillet 1946. » Mais, il y a aussi Pierre Martin qui racontera ses aventures dans un ouvrage paru récemment : *Candide et le Moloch* (10), Maurice Joyeux qui fomenta la mutinerie de Montluc en 1941. « Cette mutinerie, la seule qui pendant cette période trouble ait réussi, est généralement ignorée, l'autorité militaire ayant fait autour d'elle un prudent silence. » (11) Et combien d'autres, dont j'ignore les noms, qui seront emprisonnés pendant quatre ans, pour insoumission ou désertion, qui seront déportés ou tués lors des affrontements militaires. Ceux-là resteront fidèles à leurs principes et à leur serment, et auraient pu dire avec N. Faucier : « J'estime n'avoir pas à me faire l'instrument docile d'un clan en lutte contre l'autre, conscient que, quels que soient les prétextes invoqués de part et d'autre pour en masquer les véritables mobiles, la guerre n'est que le fruit des rivalités impérialistes engendrées par le régime capitaliste dont le système néfaste, basé sur l'égoïsme et la



soif de profit d'une classe privilégiée, a déjà causé tant de méfaits significatifs. » (12)

On connaît la création, le 15 août 1941, des Sections spéciales, constituées en dehors des principes juridiques bourgeois — elles pouvaient rejurer des délits commis avant la loi les créant — pour réprimer l'activité communiste. Ce que l'on ignore cependant c'est que les anarchistes étaient également visés nommément. L'article Premier de la loi n°3515 déclare : « Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français ;

« Le Conseil des Ministres entendu ; « Décrets : « Article Premier — Il est institué après chaque tribunal militaire ou de chaque tribunal maritime une ou plusieurs sections spéciales auxquelles sont déférés les auteurs de toutes infractions pénales, quelles qu'elles soient, commises dans une intention d'activité communiste ou anarchiste. »

Ce qui me conduit à penser qu'il y a eu, peut-être d'une façon réduite, des activités soit de propagande, soit de résistance de la part de militants anarchistes de 1939 à 1941. Je n'ai pu cependant, à ce jour, en trouver de trace, à l'exception de l'activité d'André Arru.

Résistance anarchiste

Le 3 septembre 1939, Jean-René Saulière, du groupe anarchiste de Bordeaux, entre dans la clandestinité. Il restera caché à Bordeaux pendant cinq mois, le temps de se procurer et de falsifier le livret militaire d'un ami réformé, Marcel-André Arru. Recherché pour insoumission, il rejoindra Marseille et constituera un groupe anarchiste clandestin (13) qui réussira jusqu'à août 1943 à effectuer une propagande libertaire. Une activité, assez importante, est menée pendant ces trois années : « un tract double page (21x27) intitulé : "Aux travailleurs des bras et de la pensée" ; une affiche (31x24) contre le fascisme et les dictatures ; l'affiche : "Mort aux Vaches" ; la brochure "Les coupables", (14x21), 40 p. ; le journal La Raison (16x25), 12 pages ; chacun d'eux tirés à 1 000 exemplaires ou plus. Il faut y ajouter l'"officine de faux papiers" qui permettait une aide sérieuse à des camarades et non camarades en difficulté avec les autorités françaises ou occupantes. » (14)

L'affiche « Mort aux Vaches » se concluait par ces termes : « Jusqu'à ce que les prolétaires du monde entier fraternisent, s'unissent, et au pas de charge — l'ultime —, armés encore des baïonnettes fraîches encore du sang de leurs frères, aillent piquer les culs de tous les histrions bellicistes et gouvernementaux. Prolétaires, en 1919, en 1936, tu criais : Mort aux Vaches ! Crève-les toutes : qu'elles portent en gretot une croix gammée, une étoile rouge, l'Ordre de la Jarretière, la Croix de Lorraine ou une francisque. Vive la liberté ! Vive la paix ! Vive la révolution sociale ! » (15)

Avant d'être arrêté par la police française, le 3 août 1943, André Arru renoua des contacts avec des compagnons anarchistes de plusieurs villes de France, qui aboutiront, le 19 juillet, à Toulouse, à la tenue d'un congrès anarchiste clandestin. « Il y avait présents des délégués de Toulouse, Agen, Villeneuve-sur-Lot, Paris, Marseille, des individuels et deux observateurs pour le compte de la C.N.T.-F.A.I., Voline était présent. Les discussions furent tant théoriques que pratiques. Il ne pouvait en être différemment à cette époque où nous nous confrontions quotidiennement aux autres antifascistes. Fallait-il s'associer à eux ou rester à contre courant ? La question était souvent angoissante sur le terrain. » (14)



Les ruines de la Libération.

Incarcéré à la prison Chave, avec le compagnon Chauvet, il sera « oublié » par le responsable communiste lors de l'évasion organisée par les Groupes Francs dans la nuit du 22 au 23 mars 1944. Transféré à la prison d'Aix-en-Provence, il s'en évadera grâce à une action montée par les détenus communistes et des membres des F.T.P. (Francs Tireurs partisans, d'obédience communiste) au cours de la nuit du 24 au 25 avril 1944. Fin juin, il gagne Toulouse et dès la libération de cette ville, en août 44, participe à la diffusion d'un tract intitulé « Manifeste des groupes libertaires à tendance anarcho-syndicaliste ».

Les 29 et 30 octobre se tient le congrès d'Agen, réunissant André Arru, Laurent Lapeyre, Voline et quelques autres, pour reconstituer une organisation anarchiste nationale pouvant regrouper toutes les tendances et tous les militants. Le 21 décembre 1944, *Le Libertaire* reparait et au mois d'octobre 1945 se tiendra le premier congrès anarchiste de l'après-guerre. Malgré de nombreuses divergences, et pour éviter l'éclatement, une motion fut élaborée qui instituait un Mouvement libertaire réunissant trois tendances représentées par autant de journaux. Cette structure confédérale n'eut en fait jamais d'existence réelle. En revanche, la Fédération anarchiste, créée à la même

occasion, après avoir traversé bien des avatars et quelques crises, demeure de nos jours.

En concluant cette modeste étude, je ne peux que constater combien de questions restent posées : Quelle était l'activité des groupes ou individus participant au congrès clandestin de Toulouse, du 19 juillet 1943 ? Une réunion d'anarchistes a-t-elle eu lieu le 15 janvier 1944 ? Quel en fut le contenu ? Précisions concernant l'activité des frères Lions, militants libertaires et imprimeurs de journaux clandestins. Témoignages concernant May Picqueray, sa collaboration à un réseau d'évasion de prisonniers français en Allemagne, son activité de fabrication de faux papiers.

Il est impossible de ne pas mentionner l'apport important des anarchistes espagnols à la résistance française dans diverses régions. Cette contribution est en partie relatée dans deux ouvrages : *Par-delà l'exil et la mort et Les dossiers noirs d'une certaine résistance* (16).

Pascal Bedos Gr. Sacco et Vanzetti

(1) Au nom du secrétariat Histoire de la F.A., je demande à tous les militants anarchistes qui possèdent des documents sur cette période ou un témoignage à apporter, de bien vouloir nous contacter, en vue, peut-être, prochainement de faire paraître une étude plus détaillée.

(2) A propos des germes de la Seconde Guerre mondiale, lire l'ouvrage de Nicolas Faucier : Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres (1919-1939), éd. Spartacus, 60 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(3) Op. cit. p. 170 à 172.

(4) Op. cit. p. 185.

(5) Voir Le cours d'une vie de Louis Lecoin, 30 F à la librairie du M.L.

(6) La chevauchée anonyme, L. Mercier-Vega, p. 13 et 14, 29 F à la lib. du M.L.

(7) Le mouvement anarchiste en France, tome II, J. Maitron, 80 F à la lib. du M.L.

(8) Op. cit. p. 37. Jean Maitron ne cite pas de quelle organisation anarchiste il s'agit (!).

(9) In Les anarchistes et la résistance, p. 33 et 36, C.I.R.A. Marseille. Cette brochure relate en fait uniquement un cas de résistance anarchiste, celle d'André Arru.

(10) Candide et le Moloch, éd. d'Utopie, 75 F à la lib. du M.L.

(11) Mutinerie à Montluc, M. Joyeux, éd. La Rue, 25 F à la lib. du M.L.

(12) Déclaration de Nicolas Faucier lors de son procès pour insoumission à Orléans, le 11 avril 1940.

(13) Ce groupe réunissant deux personnes en 1940, comptera 8 militants en 1943.

(14) Op. Cit. Les anarchistes et la résistance, p. 33.

(15) Idem p. 14 bis.

(16) Par-delà l'exil et la mort, Louis Stein, éd. Mazarine, 78 F à la lib. du M.L. Les dossiers noirs d'une certaine résistance, gr. Puig-Antich de la Fédération anarchiste, 45 F à la lib. du M.L. (voir note de lecture ci-dessous).

expressions

« LES DOSSIERS NOIRS D'UNE CERTAINE RÉSISTANCE »

GROUPE F.A. DE PERPIGNAN

DANS dix ou vingt ans, il sera probablement difficile aux jeunes militants de comprendre à quel point le mouvement communiste a pu pendant si longtemps se considérer comme le propriétaire de la classe ouvrière. Pendant un siècle, le mouvement communiste a maintenu son hégémonie grâce à une invraisemblable mystification que la révolution russe a contribué à renforcer.

Que ce soit au niveau d'un simple meeting, comme celui de la Grange-aux-Belles en 1924, ou à celui d'une révolution comme la révolution espagnole de 1936-1939, les communistes ont prouvé qu'ils n'aiment pas voir leur hégémonie contestée surtout sur leur gauche.

Dans *Les dossiers noirs d'une certaine résistance*, les copains de Perpignan le rappellent opportunément. Leur livre constituera un document de référence.

Consacré aux exactions commises par le P.C.F. et le P.C.E. pendant et après la guerre dans le sud-ouest de la France principalement, le livre déborde largement du sujet. Son principal intérêt réside dans les nombreux témoignages recueillis auprès de survivants de cette époque, ce qui a dû demander un travail considérable.

Trois chapitres sont consacrés à un rappel de faits historiques qui mettent le lecteur dans le bain, avant la douche froide des témoignages. Ce rappel est articulé autour de trois points :

- les avertissements de l'histoire où sont exposés des précédents historiques ;
- une analyse du contexte international de l'avant-guerre ;
- les problèmes intérieurs au parti communiste.

On peut cependant regretter que la partie « contribution des libertaires » (intégrée dans le chapitre « Les affaires dans le parti » (sic)) ne soit pas plus développée. Surtout, on aurait aimé voir aborder la question du type d'intervention des libertaires dans la résistance à une occupation militaire, et en particulier le problème des alliances politiques avec les autres organisations. La résistance libertaire au nazisme dans la France occupée, fut une résistance presque exclusivement faite par les militants espagnols, vu leur organisation ultérieure.

Je formulerai enfin une dernière critique. La dernière partie du livre, « Les motivations des stalinien », divisée elle-même en deux parties : les raisons conjoncturelles et les raisons fondamentales, nous laisse sur

notre faim. Une analyse rapide est faite des différentes interprétations de l'anarchisme par les auteurs marxistes, de Marx lui-même à l'inénarrable Jacques Duclos. Cette partie du livre est également intéressante mais elle ne répond malheureusement pas à la question posée : Pourquoi un tel comportement de la part des stalinien ? Et quel lien entre stalinisme, léninisme, marxisme ?

Bien que la nature du P.C.F. soit abordée dans le chapitre sur le pacte Hitler-Staline, je souhaite que dans la prochaine édition (attendue) de leur livre augmentée de témoignages supplémentaires, les camarades de Perpignan mettent mieux l'accent sur le rôle du P.C. comme instrument de la politique internationale de l'U.R.S.S. C'est là la raison d'être du P.C.F., porteur d'un modèle de société dont l'Union soviétique fournit le moule. En attendant, *Les dossiers noirs d'une certaine résistance* sont un livre que tous les militants libertaires doivent avoir lu (1).

Eric Vilain

(1) Les dossiers noirs d'une certaine résistance, gr. F.A. de Perpignan, 45 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

MINEURS BLUES

MARGARETH Thatcher disait dernièrement, en parlant de la grève des mineurs anglais, que ceux-ci n'avaient pas compris que la Grande-Bretagne n'avait pas vocation à être un musée... Suprême mépris qui doit à la fois viser le charbon et ses puits comme le concept de la lutte des classes. Heureusement, les médias ne lui ont pas demandé ce qu'elle pensait de ce qui se passe dans les mines d'or d'Afrique du Sud, là où la National Union of Miners a réussi à faire reconnaître à la direction des charbonnages (Rand Mines) l'existence spécifique de l'organisation syndicale au niveau de l'entreprise. Quand on sait que les mineurs d'or de l'Afrique du Sud sont noirs dans leur quasi majorité, on mesure l'étendue de la brèche.

Ce qui leur est refusé à titre de citoyens (à part un peu de poudre aux yeux), ils l'ont obtenu en qualité de travailleurs par la lutte. Les mineurs, travailleurs menacés dans les prévisions capitalistes, sont en fait en première ligne dans le combat contre les restructurations annoncées partout avec des girlandes de « modernité ». Quand on voit la passivité dans les faits qui règne en France, dans les sphères syndicales majoritaires, on se demande à quoi sert l'exemple des mineurs de Grande-Bretagne. On nous expliquera que ce n'est pas la même chose, ainsi Augustin Dufresne, secrétaire général de la fédération C.G.T. du sous-sol, qui revient

de Sheffield : « Nos camarades britanniques sont en première ligne face au gouvernement ultra réactionnaire de Londres pour faire échec à une politique de destruction des capacités productives et de casse de l'emploi ».



En Afrique du Sud comme en Grande-Bretagne, les mineurs peuvent se battre car les régimes sont « ultra-réactionnaires », et en France, le mouvement ouvrier organisé serait désarmé face à un gouvernement de gauche qui laisse se poursuivre la politique de la droite ? Pourtant, en Europe, tous les pays sont confrontés à la même politique de liquidation de la production houillère. En France, la C.G.T. a aidé les mineurs britanniques en accueillant en colonies de vacances des enfants et en envoyant camions de vivres et de produits de première nécessité. Mais la lutte du « plan charbon » en France sera-t-elle à la hauteur de celle d'outre-

Alexis Pierre

AFRIQUE DU SUD PROCÈS A PRÉTORIA

ALORS que les émeutes se poursuivent en Afrique du Sud, comme samedi dernier dans les mines où la police a ouvert le feu sur les travailleurs noirs ou à Sebokeng, cité ouvrière noire, où plus de cinq cents personnes ont été arrêtées, le régime raciste de Prétoria traque sans merci les blancs qui luttent contre l'apartheid.

La Cour suprême de Prétoria a condamné jeudi, lors d'un procès à huis clos, trois militants blancs sud-africains à des peines de deux à cinq ans de prison. Ceux-ci sont accusés d'avoir « rendu publiques des informations militaires délicates » (sic) et d'avoir été pris en possession de publications interdites par le pouvoir.

Gil

COLOMBIE ÉTAT DE SIÈGE

LA Colombie se trouve une nouvelle fois en état de siège. Le prétexte est l'assassinat de Rodrigo Lara-Bonilla, ministre de la Justice. Le gouvernement invoque la lutte contre la drogue pour justifier l'état d'exception. Mais est-ce vraiment la cause ?

Le gouvernement possède un dispositif pour combattre la Mafia et il n'a pas besoin d'état de siège. Le gouvernement de Betancour se veut le porte-parole de la paix et, en décembre 1982, il décrète l'amnistie pour les organisations de guérilla et propose un certain nombre de réformes. Ces faits auront pour conséquence de donner au gouvernement un prestige et certains même considèrent Betancour comme « progressiste et démocrate ». On parle d'un nouveau style, comparé aux gouvernements précédents de Lopez et Turbay.

Maintenant, ce qui est réel, c'est que lorsque Betancour parle de paix les tueries de paysans et d'indiens se succèdent, orchestrées par les militaires et les paramilitaires du M.A.S. On stoppe aussi la hausse des salaires, on réduit le budget de la santé, de l'éducation, on ne nommant pas de nouveaux maîtres ; mais surtout les manifestations, les

grèves et les marches sont réprimées. Ceci est l'autre visage de Betancour.

Malgré les accords de paix, le gouvernement ne va pas accomplir les réformes nécessaires (agraires, administratives, pénales, constitutionnelles, réformes aussi dans la santé, l'éducation, les services publics...).

Des liens existent entre les militaires et les paramilitaires du M.A.S. ; ces derniers étant armés par les trafiquants de drogue que le gouvernement dit combattre.

Au début de cette année une personnalité nouvelle apparaît dans le panorama politique avec le nouveau ministre de la Justice Rodrigo Lara. Celui-ci commence à dénoncer la Mafia. Cependant, au niveau pratique, aucun chef n'est appréhendé, ni touché ; pour montrer son « efficacité », le gouvernement condamne quelques intermédiaires dans le trafic de la drogue, met sous séquestre quelques laboratoires clandestins. Rien de vraiment sérieux, et ces petits faits ne sont réalisés que pour donner une bonne image de marque antimafia.

A quoi et à qui cet assassinat a-t-il servi ? Cet assassinat a indéniablement servi de prétexte pour la mise en place d'un état de siège.

En effet, début avril, le gouvernement impose un nouvel impôt qui augmente une fois de plus le coût de la vie. Cet impôt est très mal perçu et les bureaucraties des quatre centrales syndicales présentent au gouvernement un ensemble d'actions (grèves, arrêts de travail, etc.). Le gouvernement perd alors son prestige, le ministre est tué le 30 avril et le 1^{er} mai, le pays vit en état de siège. Les réunions à caractère politique, les manifestations publiques, les assemblées d'étudiants sont interdites selon les décrets 1039 et 1040 du 2 mai. La presse autorisée, donc celle de l'Etat, utilise la mort du ministre à son avantage en le considérant comme un martyr.

En conclusion, nous ne pouvons que constater que cet état d'exception réprime le mouvement populaire et lui seul, et non pas les trafiquants de drogue. La Mafia, en Colombie, est liée avec la bourgeoisie et c'est pour cela que rien ne sera vraiment tenté contre elle. Le 28 mai, une marche a eut lieu, pour la paix, avec les militaires et l'Eglise. Quelle paix ? Celle qui cache une répression féroce avec ses disparus (200), les bombardements dans certaines régions et la militarisation de la vie en général.

Traduit de Comunidad

TCHAD JE VAIS ET JE VIENS

UNANIMES ! Ils sont unanimes les ennemis irrécyclables de Mitterrand. Ne parlons pas de ses amis. En substance, ils tiennent ce discours : « Nous t'avons critiqué François lors de l'envoi des troupes du contingent Manta en août 83. Les risques étaient... nous paraissaient trop élevés. Nous élevions des réserves sur l'engagement de la France, soucieux de ne pas provoquer une guerre l'impliquant directement. Mais nous sommes beaux joueurs ! L'accord franco-lybien sur le retrait collatéral des troupes d'occupation est une porte de sortie plus qu'acceptable. Les pertes en chair humaine ont été quantité négligeable, surtout en regard du regain d'influence diplomatique et militaire auprès des Etats africains, concernés par la folie des grandeurs d'un Kadhafi. » Les girouettes sont de retour !

Devant l'implacable réalité des faits, l'opposition d'alors demandée à Mitterrand de casser du Lybien, de faire le ménage dans la bande d'Aouzou. On y va ? Oui, mais, pas pour rien. Yves Montand voudra même donner son corps à la patrie pour sauver Habré. Les paras français n'ont pas réglé définitivement le cas libyen. Jean Poli, commandant en chef des troupes françaises au Tchad, déclare en janvier 84 : « La Libye est gagnante sur le terrain. Elle assure sa mainmise sur les principales localités du Nord... Elle sert des coalisés du G.U.N.T. pour créer l'événement et pousse à poursuivre la guerre contre Hisssein Habré, avec pour objectif final l'installation à N'Djaména d'un régime qui lui soit favorable... Le nord du Tchad est en voie d'annexion... » Qui parlait d'enlèvement, d'ensablement ?

Hisssein Habré n'a pas réussi à obtenir ce qu'il désirait. En mettant plein la gueule aux rebelles du G.U.N.T., aux éléments d'appui libyens, à la Légion islamique. Mitterrand et Kadhafi ont négocié un accord sans daigner le consulter. Il a seulement été mis au courant, après décision, par la bouche d'Hernu. La seule attitude qui lui restait fut de boudier la fête et de mégoter sur le contrôle, par des observateurs africains, du retrait. En particulier sur la participation du Bénin. C'est pauvre ! Que toutes ces paroles, promesses, ces accords et principes sont lamentables.



Je passe et je reviens...

Le théâtre de Guignol

La presse française (en particulier *Rouge*) reprend l'analyse selon laquelle Kadhafi et Hassan II se seraient entendu sur le dos du Polissario et du gouvernement tchadien, lors des entretiens d'août 84 et plus particulièrement lors de l'accord d'Oujda. Hassan II se targue, il est vrai, d'avoir contribué au dégel des relations franco-libyennes et à son aboutissement, l'accord sur le retrait simultané et concomitant des forces militaires.

Mais Kadhafi s'est fait manœuvré comme un boy-scout. Goukouni Weddeye, même s'il est tenu à bout de bras par Tripoli, ne représente plus rien. M. Ali Triki, chef de la diplomatie libyenne dénie toute légitimité à Habré et réaffirme le soutien au G.U.N.T. C'est gentil de le dire. Mais Goukouni Weddeye se laissera peut-être tenter par les sirènes algériennes. L'Algérie cherche et réussit à rapprocher les diverses tendances tchadiennes.

Le panier à crabes est bien rempli. Kadhafi, Mitterrand, Habré, Weddeye ? Pas un de la bande ne retire véritablement ses marrons du feu. Les bénéficiaires en sont sûrement les gentils pays touristiques, amis de la France avec qui, ils entretiennent de « chaleureuses et profondes relations ». Les perdants ? Le peuple tchadien, écartelé par une guerre civile qui dure depuis près de 20 ans maintenant. L'avenir du Tchad ? Son avenir ne passera pas par le respect peu scrupuleux des frontières administratives, tirées au cordeau, et à l'obéissance à un chef d'Etat, fut-il du même clan, de la même tribu ou de la même région.

Hervé

L du Gu...
la régi...
zone in...
Campé...
les de...
nelles...
envisag...
trième...
ces réf...
où leur...
en dan...
ont fui...
tation...
risquen...
de faim...
Depu...
mille ré...
mala so...
au sud...
et 46 00...
environ...
la fronti...
pagnes...
d'une b...
même l...
Comme...
dans no...
1983 W...
moins d...
mes, fe...
commu...
Haute F...
du Guat...



Femme Ma

CO

LA...
le...
re...
rendu vien...
tion. Nou...
« Envir...
au congrè...
à Cologne...
grès. Parr...
nationalisme...
La pren...
comité na...
du du con...
activités...
nalisation...
l'antimilitar...
Les con...
journée :
• lutte pou...
• propagand...
pes, nouve...
Un cong...
nir du tra...
sur les prof...
• la militar...
• les archiv...
• le cas On...
• la situati...
Ces jour...
nouveau cour...

RÉFUGIÉS DU GUATEMALA MENACES DE DÉPORTATION

Le gouvernement mexicain a commencé la déportation d'indiens du Guatemala, réfugiés dans la région frontalière vers une zone inhospitalière de l'Etat de Campeche, à plus de 200 miles de leurs terres traditionnelles mayas. Le gouvernement envisage également un rapatriement à grande échelle de ces réfugiés vers le Guatemala, où leurs vies seront de nouveau en danger. Cinq mille réfugiés ont fui par peur de la déportation ou du rapatriement et risquent maintenant de mourir de faim.

Depuis 1981, au moins cent mille réfugiés indiens du Guatemala sont passés au Mexique, au sud de l'état de Chiapas et 46 000 se sont installés dans environ 80 camps proches de la frontière. Ils ont fui les campagnes contre-insurrectionnelles d'une brutalité incroyable que mène l'armée guatémaltèque. Comme nous en avons fait état dans notre livre paru en avril 1983 *Witness to Genocide* (Témoignage d'un génocide), les hommes, femmes et enfants des communautés indiennes des Hauts Plateaux du nord-ouest du Guatemala ont été torturés,

mutilés et tués par l'armée ; leurs villages et leurs récoltes détruits ; leurs sources d'eau empoisonnées et leurs forêts de pin brûlées. Plusieurs des réfugiés indiens interviewés en 1982 par deux représentants de Survival International (Etats-Unis) vivaient alors à Rancho Tejas, campement que les autorités mexicaines ont fermé peu après. Les réfugiés de ce campement sont ensuite partis vers La Hamaca et La Sombra où trois réfugiés ont été tués en janvier 1983. Puis ils sont partis à Chupadera où, le 30 avril 1984, six d'entre eux furent tués lors d'un raid à la frontière par 200 soldats guatémaltèques. Certains des survivants ont déjà été déplacés à Campeche.

Le plan de déportation

Il est évident que les réfugiés sont trop vulnérables aux attaques frontalières et que beaucoup de leurs campements sont installés trop près de cette frontière. La Haute Commission des Nations Unies pour les réfugiés nous a informé que sa politique consiste à loger les réfugiés à au moins 50 kms

d'une frontière. Mais la région vers où est prévue la déportation, à Campeche, est située à plus de 320 kms de la frontière. Le gouvernement mexicain se justifie en disant que l'on pourra trouver des emplois pour les réfugiés à Campeche. Cela semble signifier qu'ils vont devenir une main d'œuvre à bon marché pour les propriétaires fonciers de la région.

Selon le bureau de Mgr Samuel Ruiz, évêque catholique de San Cristobal de Las Casas, 5 000 réfugiés du camp de Puerto Rico, craignant d'être déportés ou rapatriés par les autorités mexicaines, se sont enfuis dans la forêt voisine de Lacandon. L'armée aurait détruit le camp ainsi que toutes les provisions de nourriture, les outils et les bateaux abandonnés par les réfugiés. Ceux-ci sont maintenant encerclés par l'armée mexicaine et ils se retrouvent à court de nourriture et de médicaments. Des soldats guatémaltèques auraient été identifiés aux côtés de leurs confrères mexicains.

Les objections à la déportation

Au cours des années, les réfugiés ont maintenu des contacts d'origine commune, de parenté, de coopération économique, des liens religieux et, dans certains cas, linguistiques avec les mexicains de la région frontalière. Dans cette région, ils sont dans un environnement qui leur est tout à fait familier et ils ont l'impression de rester en contact avec leurs territoires à l'intérieur du Guatemala.

Dans des lettres qu'ils ont adressées au Président mexicain pour s'opposer à la déportation, les réfugiés déclarent : « Nous aimerions rester ici à Chiapas parce que nous y connaissons les gens, nous avons des amis mexicains qui nous donnent des endroits où nous pouvons vivre ensemble loin de la frontière... Nous vous demandons de bien vouloir envisager notre réinstallation près de Chiapas (et non de Campeche). »

La déportation aurait sur les réfugiés un impact qui pourrait devenir ethnocide dans la lutte qu'ils mènent pour maintenir, dans leur situation défavorable de réfugiés, leur identité ethnique ainsi que certains aspects de leur culture et de leurs modes de vie traditionnels. Cette déportation lamènerait sérieusement le fonctionnement de leurs structures sociales et économiques communautaires. Elle rendrait encore plus difficile que jamais le maintien de leurs langues, de leurs croyances et de leurs pratiques religieuses, de leur histoire et de leurs traditions qui les lient aux terres et à la région qui sont leurs maisons depuis si longtemps.

Les objections au rapatriement

La menace de rapatriement est encore plus inacceptable.

Le rapatriement, même si il est effectué sous le contrôle d'une organisation internationale telle que les Nations Unies ou la Croix Rouge, reviendrait à mettre ces réfugiés à la merci de l'armée guatémaltèque. Puisque l'armée pense que la plupart d'entre eux sont des guérilleros ou des sympathisants de la guérilla, il est absurde de supposer que leurs vies ne seraient pas en danger. Après une déportation dans la région de Motozintla en novembre 1982, nous avons appris que l'eau des rivières avait rougi du sang des réfugiés exécutés dès leur retour au Guatemala.

Les solutions

Le meilleur moyen pour le gouvernement mexicain d'exprimer son engagement humanitaire envers les réfugiés et de maintenir son image internationale ainsi que sa réputation de terre d'asile pour ceux qui sont dans le besoin, serait de traiter de la situation des réfugiés de la manière suivante. Pour des raisons de sécurité, un nombre restreint et sélec-

tionné de communautés fortement menacées devrait être déplacé à environ 50 kms de la frontière. Ainsi tous les réfugiés devraient avoir le droit de rester près de leurs terres ancestrales dans les territoires de leurs amis mexicains qui les ont reçus de manière si hospitalière dans le sud de Chiapas. Donner aux réfugiés des emplois mal payés ou une terre rare les mettrait en position de conflit vis-à-vis de leurs voisins mexicains. Cela nierait également le caractère tout à fait temporaire de leur séjour en tant que réfugiés au Mexique, séjour qui, bien sûr, se terminera dès qu'il y aura un changement dans la situation au Guatemala. On ne devrait donner des emplois ou des terres qu'aux réfugiés qui en feraient sciemment la demande. Les autres devraient continuer à recevoir le soin et l'assistance des Nations unies et autres organisations internationales, sous le contrôle du gouvernement du Mexique.

D'après
Survival International



Femme Maya.

ALLEMAGNE CONGRÈS DE LA F.A.U.

La F.A.U.-A.I.T (organisation des anarcho-sindicalistes allemands) tenait son congrès en même temps que la Fédération anarchiste de langue française (F.A.F.). Un compte rendu vient de paraître dans le n°46 (septembre 84) de *Direkte Aktion*. Nous le reproduisons ci-dessous.

« Environ 60 personnes, représentant 14 groupes, ont participé au congrès annuel de la F.A.U. qui s'est tenu du 9 au 11 juin 1984 à Cologne. Plusieurs thèmes, riches en débats, ont marqué ce congrès. Parmi eux : les 35 heures vues par les anarchistes, l'internationalisme avec une approche des luttes de libération.

La première journée du congrès a été consacrée aux rapports du comité national et du comité de rédaction, suivis d'un compte rendu du congrès de l'A.I.T. Chaque groupe a ensuite fait part de ses activités, ce qui a permis d'aborder d'autres thèmes, tels la rationalisation, le travail syndical, le syndicalisme réformiste (D.G.B.), l'antimilitarisme, le boycott des élections.

Les congressistes se sont répartis en groupes de travail la seconde journée :

- lutte pour les 35 heures ;
- propagande : nécessité d'une meilleure coordination entre les groupes, nouvelles publications, acquisition de nouveaux matériels.

Un congrès spécial est prévu en 1985 sur le thème : " L'Avenir du travail ". Le dernier jour, les congressistes se sont penchés sur les problèmes internationaux :

- la militarisation au Nicaragua ;
- les archives de la C.N.T. à Amsterdam ;
- le cas Omori (Japon) ;
- la situation en Turquie et en Pologne.

Ces journées de travail se sont terminées par la nomination du nouveau comité national et du nouveau comité de rédaction.

Secrétariat des Relations internationales

PORTUGAL LE LOGEMENT FACTEUR DE TERRORISME

Le gouvernement portugais, semblable à n'importe quel autre, après avoir décrété de nombreuses augmentations des services publics et des prix des produits essentiels, se vit encore et toujours. Il a également jugé nécessaire d'augmenter les loyers et de limiter les garanties de défense du locataire, augmentant les possibilités d'expulsion pour la plus grande satisfaction des propriétaires spéculant.

De plus, pour prévenir tout désespoir ou révolte, le gouvernement ainsi que le parlement des « députés du peuple » va promulguer « démocratiquement » la loi de sécurité contre le « terrorisme et le banditisme ». Sécurité des grands intérêts financiers, bien sûr. Nous allons ainsi avoir droit à une panoplie de moyens, légaux et « démocratiques », de répression ; sans que cela résolve, bien sûr, en quoi que ce soit les nombreux problèmes qui mettent la société portugaise en crise. Nous avons là, ainsi, un terrorisme d'Etat institutionnalisé, par un décret socialiste et social-démocrate, mais qui peut convenir tout à fait à ce gouvernement provisoire demandé par Cunhal (P.C.), désespéré de ne pas avoir une opportunité pour son parti avantgardiste.

Mais revenons-en au problème du logement. Ce problème si grave, si profondément social, avec de fortes implications pour la stabilité des populations et surtout pour l'équilibre urbain avec entre autres comme conséquences une forte marginalisation, se résoud, d'après ces « seigneurs », en limitant les garanties de location.

Il existe de nombreux logements vides, on autorise de nombreuses démolitions d'immeubles, pour les remplacer par des commerces ; et pourtant, on nous dit manquer de logements ! On se moque de nous ! La loi sur la sécurité servira surtout à prévenir ce désordre dans une économie de jangle, ce désordre que ces politiciens véreux ont appelé « anarchie ».

Protester ? La P.I.D.E. (ancienne police politique de Salazar), sous un autre nom, est là pour emprisonner avec en sus l'étiquette « terroriste ». Finalement, nos gouvernants ont redécouvert Salazar et ses méthodes pour inaugurer le cimetière national. Combien de gens sans logement et sans recours pour payer le loyer ? Ces messieurs des hautes sphères vont sans doute regretter le camp carceral et de concentration, le Tarrafal (1), pour recueillir tout ce banditisme.

En l'absence de luttes réelles, se déroulent des manifestations (ou concentrations) mélangées, avec des discours terminant toujours par la phrase accentuée par le geste : « La lutte continue... ». Finalement, tout cela fonctionne comme un simple climat pré-électoral, pour que la masse vote, et vote seulement pour les chefs qui espèrent un jour être les « Big Brothers ».

Traduit de A Batalha

(1) Pour en savoir plus long sur ce fort carceral, lire O segredo dos prisões atlânticas de A. T. de Aquino, éd. A Regra do Jogo.

LES 1^{er} et 2 novembre 1926, au congrès constitutif de la C.G.T. syndicaliste révolutionnaire fut adoptée une déclaration de principe : la charte du syndicalisme révolutionnaire, dite de Lyon (le texte intégral a été publié en annexe de l'Éthique du syndicalisme de Pierre Besnard). Cette charte, mal connue, complétait la charte d'Amiens qui, au début du siècle, n'avait été qu'une sorte d'armistice... et qui ne put s'opposer à la mainmise du Parti communiste sur la C.G.T. Elle était dans la continuité de la déclaration de principe de l'Association internationale des travailleurs, adoptée à Berlin au congrès du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923.

Charte du Syndicalisme révolutionnaire, dite de Lyon

En présence de l'instabilité politique et financière de l'Etat français, qui peut à tout instant provoquer une crise de régime et, par conséquent, poser la question d'un ordre social nouveau par les voies révolutionnaires, le congrès, en même temps qu'il se refuse à donner au capitalisme les moyens de rééquilibrer, déclare que le syndicalisme doit tirer de cette situation catastrophique le maximum de résultats pour l'affranchissement des travailleurs.

En conséquence, il affirme que les efforts du prolétariat doivent tendre, non seulement à renverser le régime actuel, mais encore à rendre impossible la prise du pouvoir et son exercice par tous les partis politiques qui s'en disputent à présent la possession.

C'est ainsi que le syndicalisme doit savoir profiter de toutes les tentatives faites par les partis, pour s'emparer du pouvoir, pour jouer lui-même son rôle décisif qui consiste à détruire ce pouvoir et à lui substituer un ordre social reposant sur l'organisation de la production et de l'échange et de la répartition, dont le fonctionnement sera assuré par le jeu des rouages syndicaux à tous les degrés.

En proclamant le sens profondément économique de la révolution prochaine, le congrès tient à préciser essentiellement, qu'elle doit revêtir un caractère de radicale transformation sociale devenue indispensable et reconnue inévitable aussi bien par le capitalisme que par le prolétariat.

Ce caractère ne peut lui être imprimé sur le plan de classe des travailleurs que par le prolétariat organisé dans les syndicats, en dehors de toute autre direction extérieure, qui ne peut que lui être néfaste.

C'est seulement à cette condition que les sobresauts révolutionnaires des peuples, jusqu'ici utilisés et dirigés par les partis politiques, permettront enfin d'apporter un changement notable dans l'ordre économique et social, ainsi que l'exige le développement des sociétés modernes.

Le congrès constate la profonde nouveauté des événements qui se préparent et rendent inutiles et impossibles les transformations politiques partielles.

Il enregistre aussi que le fascisme, nouvelle doctrine de gouvernement des puissances d'argent, qui commande à tout le système capitaliste, pose lui-même le problème social sous le même angle économique et entend utiliser le syndicalisme en l'adaptant à ses vues particulières pour réaliser ses desseins.

En considération de ce qui précède, le congrès déclare que les événements prochains en se déroulant dans l'ordre économique vont poser les nouvelles conditions de vie des peuples et fixer, avec une force grandissante et insoupçonnée, les véritables caractères de la vie sociale.

Cette vie sera l'œuvre des forces productives et créatrices associant harmoniquement les efforts des manœuvres, des techniques et des savants, orientés constamment vers le progrès.

Ainsi se précisent logiquement les caractères de la transformation nécessaire.

Reprenant les termes de cette partie de la résolution d'Amiens, qui déclare que le « *syndicat aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale* », le congrès affirme que le syndicalisme, expression naturelle et concrète du mouvement des producteurs, contient à l'état latent et organique, toutes les activités d'exécution et de direction capables d'assurer la vie nouvelle. Il lui appartient donc, dès maintenant, de rassembler sur un plan unique d'organisation, toutes les forces de la main-d'œuvre, de la technique et de la science, agissant séparément, en ordre dispersé, dans l'industrie et aux champs.

En réunissant, dès que possible, dans un même organisme toutes les forces qui concourent à assurer la vie sociale, le syndicalisme sera en mesure, dès le commencement de la révolution, de prendre en mains, par tous ses organes, la direction de la production et l'administration de la vie sociale.

Comprenant toute la grandeur et toute la difficulté de ce devoir, le congrès tient à affirmer que le syndi-

calisme doit, dès maintenant, remanier son organisation, compléter ses organes, les adapter aux nécessités — comme le capitalisme lui-même — et se préparer à agir, demain, en administrateur et en gestionnaire éclairé de la production, de la répartition et de l'échange. Il ne méconnaît pas l'extrême complexité des problèmes qui seront posés par la disparition du capitalisme.

Aussi, il n'hésite pas à déclarer que le mouvement des travailleurs, qui ne recèle pas encore toutes forces nécessaires à la vie sociale de demain, doit faire la preuve de son intelligence et de sa souplesse en appelant à lui tous les individus, toutes les activités qui, par leurs fonctions, leur savoir, leurs connaissances, ont leur place naturelle dans son sein et seront indispensables pour assurer la vie nouvelle à tous les échelons de la production.

N'ignorant pas les changements profonds qui sont survenus dans le domaine de la science et de la technique, que ce soit dans l'industrie et dans l'agriculture, le congrès, préoccupé des transformations nécessaires, n'hésite pas à faire appel aux savants et aux techniciens. De même, il s'adresse aux paysans, pour assurer conjointement avec leurs frères ouvriers la vie et la défense de la révolution qui ne saurait s'effectuer sans leur concours éclairé, constant et complet.

Le congrès pense qu'ainsi se scellera, par un effort concordant, harmonieux et fécond, qui les rassemblera tous pour une même tâche de libération humaine, l'Union des travailleurs de la Pensée et des Bras, de l'Industrie et des Champs.

N'ayant pour unique ambition que d'être les pionniers hardis d'une transformation sociale dont les agents d'exécution et de direction œuvreront sur le plan du syndicalisme, les syndicalistes désirent que leur mouvement, vivant reflet des aspirations et des besoins matériels et moraux de l'individu, devienne la véritable synthèse d'un mécanisme social déjà en voie de constitution, où tous trouveront les conditions organiques, idéalistes et humaines de la révolution prochaine, désirée par tous les travailleurs.

Demain doit être aux producteurs, groupés ou associés, en vertu de leurs fonctions économiques.

L'organisation politique et sociale surgira de leur sein. Elle portera en elle-même, tous les facteurs de réalisation, organisation, coordination, cohésion, impulsion et action. De cette façon, se dressera en face du citoyen, entité fuyante, instable et artificielle, le travailleur, réalité vivante, support logique et moteur naturel des sociétés humaines.

Le syndicalisme dans le cadre national

• Son action générale.

La C.G.T. syndicaliste révolutionnaire affirme, dès sa constitution, qu'elle entend être exclusivement un groupement de classe : celui des travailleurs. Elle doit donc, en plein accord sur ce point, avec la Charte d'Amiens, mener la lutte sur le terrain économique et social.

Véritable organisme de défense et de lutte de classe, elle est en dehors de tous les partis et en opposition avec ceux-ci, la force active qui doit permettre à tous les travailleurs de défendre leurs intérêts immédiats et futurs, matériels et moraux.

S'inspirant de la situation présente, elle déclare vouloir préparer, sans délai, les cadres complets de la vie sociale et économique de demain, dont elle tient à examiner tout de suite les caractères possibles et le fonctionnement général.

Au capitalisme — conséquence et résultante de la vie passée, adapté et façonné par les forces dirigeantes en dehors de toute doctrine comme de toute théorie — entrant dans le dernier cycle de son évolution historique, le congrès entend substituer le syndicalisme, expression naturelle de la vie sociale des individus en marche vers le communisme libre.

Rejetant le principe du partage des privilèges chers aux défenseurs de l'intérêt général et de la superposition des classes — qui est aussi celui de nos adversaires —, le syndicalisme doit poursuivre sa mission qui est : de détruire les privilèges, d'établir l'égalité sociale.

LA CHARTE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DE 1926

Il n'atteindra ce but qu'en faisant disparaître le patronat, en abolissant le salariat individuel ou collectif et en supprimant l'Etat. Il préconise à ce sujet, la grève générale, l'expropriation capitaliste et la prise en possession des moyens de production et d'échange, ainsi que la destruction immédiate de tout pouvoir étatique.

• Ses moyens d'action.

Précisant sa conception de la grève générale, le congrès tient à déclarer fermement que ce moyen d'action conserve, à ses yeux, toute sa valeur, en toutes circonstances, que ce soit corporativement, localement, régionalement, nationalement ou internationalement.

Que ce soit pour faire triompher les revendications particulières ou générales, fédérales ou nationales, offensivement ou défensivement, la grève, partielle ou générale, reste et demeure la seule et véritable arme du prolétariat.

En ce qui concerne la grève générale expropriatrice, premier acte révolutionnaire qui sera marqué par la cessation immédiate, concertée et simultanée du travail en régime capitaliste, le congrès affirme qu'elle ne peut être que violente.

Elle aura pour objectifs :

- + de priver le capitalisme et l'Etat de toute possibilité d'action, en s'emparant des moyens de production et d'échange, et de chasser du pouvoir ses occupants du moment ;

- + de défendre les conquêtes prolétariennes qui doivent permettre d'assurer l'existence de l'ordre nouveau ;
- + de remettre en marche, l'appareil de la production et des échanges, après avoir réduit, au minimum — pour la prise de possession — le temps d'arrêt de la production et des échanges ruraux et urbains ;

- + de remplacer le pouvoir étatique détruit par une organisation fédéraliste et rationnelle de la production, de l'échange et de la répartition.

Confiant dans la valeur de ce moyen de lutte, le congrès déclare que le prolétariat saura, non seulement prendre possession de toutes les forces de production, détruire le pouvoir étatique existant, mais encore sera capable d'utiliser ces forces dans l'intérêt de la collectivité affranchie et de les défendre contre toute entreprise contre-révolutionnaire, les armes à la main, et de donner à l'organisation sociale la forme qu'exigera le stade d'évolution atteint par les individus vivant à cette époque.

Il déclare que le terme des conquêtes révolutionnaires ne peut être marqué que par les facultés de compréhension des travailleurs et les possibilités de réalisations de leurs organismes économiques, dont l'effort devra être porté au maximum.

Par là, le congrès indique que la stabilisation momentanée de la révolution doit s'accomplir en dehors de tout système préconçu, de tout dogme, comme de toute théorie abstraite, qui seraient pratiquement en contradiction avec les faits de la vie économique et sociale exprimant l'ordre nouveau.

Proclamant son attachement indéfectible à la lutte révolutionnaire, le congrès tient, pour bien préciser sa pensée, à déclarer qu'il considère la révolution comme un fait social, déterminé par la contradiction permanente des intérêts des classes en lutte, qui vient tout à coup marquer brutalement leur antagonisme, en rompant le cours normal de leur évolution qu'il tend à précipiter.

En conséquence, il déclare que le syndicalisme — comme tous les autres mouvements — a le droit de l'utiliser, suivant ses desseins, pour atteindre le maximum des buts qu'il s'est fixé, sans confondre son action avec celle des partis qui prétendent, eux aussi, transformer l'ordre politique et social, et préconisent pour cela la dictature prolétarienne et la constitution d'un Etat sois-disant provisoire.

En dehors de cette action essentielle, le congrès déclare que, par son action revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que : la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Il prépare chaque jour l'émancipation des travailleurs qui ne sera réalisée que par l'expropriation du capitalisme.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 4 octobre :

« Attention fragile » (10 h à 12 h) : Michel Faucon de Peuples solidaires, à propos du Brésil.
 « Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : Interfel, association interprofessionnelle des fruits et légumes frais.
 « Si vis pacem » (18 h à 19 h) : guerre et propagande avec l'Union pacifiste de France.
 « Chroniques syndicales » (19 h à 20 h) : avec les militants anarcho-syndicalistes.
 « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : entretien avec Nicolas Faucier (U.P.F.).
 « Jazz en liberté » (22 h à 24 h) : l'actualité du jazz.

• Vendredi 5 octobre :

« La bourse et la vie » (10 h à 12 h) : la consommation.
 « Les Anartistes » (13 h à 14 h) : poésie avec la retransmission de la soirée Servin.
 « De bouche à orteils » (16 h à 18 h) : musique celtique avec le groupe Shamrock.

• Samedi 6 octobre :

« Mon quartier, mon village » (9 h à 11 h)
 « Le père Peinard » (11 h à 12 h) : avec Maurice Joyeux.
 « Chroniques syndicales » (12 h à 14 h) : animées par des militants anarcho-syndicalistes.
 « Radio-Libertaria » (14 h à 16 h)
 « Uk'ama » (16 h à 18 h) : les Indiens d'Amérique.
 « Prisons » (20 h à 22 h) : émission sur l'enfermement.
 « Blues en liberté » (22 h à 2 h) : blues et jazz teinté de bleu.

• Dimanche 7 octobre :

« Ici Dieu, à vous Paris » (10 h à 12 h) : émission anticléricale avec la Libre Pensée.
 « Folk alié » (12 h à 14 h) : interview de Bleizi Ruz, groupe breton animant des concerts et bals depuis 10 ans.

• Mardi 9 octobre :

« L'Auberge espagnole » (12 h à 14 h) : petites annonces.
 « Emission spéciale » (14 h à 18 h) : Medhi Charef, auteur du *Thé au harem* d'Archi Ahmed (sous réserve).
 « 01 Anarchie » (18 h 30 à 20 h) : emploi et informatique.

• Mercredi 10 octobre :

« By Jove » (12 h à 14 h) : émission sur la bédé, invité : Gébé.
 « Allo maman bobo » (19 h à 20 h) : émission médicale, avec Frédéric Larché, éducateur de santé.

NOTE DE LECTURE

« ORANIENBURG 1933 » de Gerhart Seger

PRÈS la défaite et l'occupation de l'Allemagne nazie, les alliés et leurs opinions publiques découvrirent, avec stupeur et horreur, les camps de concentration. Des montagnes d'ossements et de cadavres, des pleins hangars de cheveux, de dents, les chambres à gaz, les fours crématoires, des baraquements sordides où s'entassaient les survivants, pauvres loques décharnées avec leurs yeux immenses plantés en plein milieu de leurs corps mutilés... Cela fit « tilt » chez les nouveaux croisés de la civilisation. Comment cela était-il possible, se dirent-ils ! Jamais, on n'aurait pu imaginer de telles choses ! Ah, si on avait su !

Si on avait su, tu parles ! Cela faisait belle lurette que certains savaient. Certains ? Les hommes politiques, les médias, l'intelligentsia... mais ! Mais, ils s'étaient bien gardés de faire savoir qu'ils savaient !

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, dès 1934, les premiers témoignages sur les camps de concentration virent le jour. C'étaient des témoignages d'Allemands ! De socialistes, communistes, anarchistes, juifs... allemands ! Et ces témoignages, comme celui de Gerhart Seger (1), étaient accablants. Ils décrivaient l'horreur. Ils hurlaient la

logique de la mise en place de l'extermination de tout ce qui ne se coulait pas dans le moule du nazisme. Ils expliquaient que le processus qui ne touchait alors que les opposants allemands au nazisme n'attendait que l'occasion propice pour passer les frontières et se multiplier. Ils demandaient à la conscience internationale de se mobiliser pour tenter d'enrayer la marche en avant de l'intolérable.

Mais, dans les années 34, comme aujourd'hui par rapport aux camps russes, cubains, chiliens, uruguayens, ce genre d'appels restait sans écho. Car ils dérangeaient ! La « real-politik », le business, ça implique de laisser ses sentiments au vestiaire. Et donc, après quelques battements de paupières atristés, le pouvoir des démocraties et ses chantages médiatiques s'en retournaient vaquer à leurs occupations. Le commerce, le profit, le cynisme !

Dans ces conditions, avec le recul du temps, un livre comme celui de G. Seger est bien davantage qu'une simple dénonciation des camps de concentration. C'est également et surtout la dénonciation du silence des démocraties bourgeoises.

Un livre à lire, donc, ce celui de ce député social-démocrate allemand qui, en 1933,

fut l'« hôte » du camp d'Oranienbourg ! Un livre bouleversant ! Écrit avec les tripes et la révolte ! Un livre qui nous rappelle que les camps, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui, n'existent que parce que certains les tolèrent.

J.-M. Raynaud

(1) Oranienbourg 1933, de Gerhart Seger, éd. La pensée sauvage, en vente à la librairie du Monde libertaire.

SPÉCIAL COPINAGE

A partir du 2 octobre :

- Léo Ferré à l'Olympia ;
- Bernard Lavilliers, du 2 au 6 octobre à Créteil ;
- Anna Prucnal, au Théâtre de Paris, jusqu'au 5 novembre ;
- Castelhemis, le 5 octobre à Sevran ;
- Castelhemis, le 6 octobre à Alençon ;
- Castelhemis, le 9 octobre à Dijon ;
- Pierre Desproges, le 6 octobre, à Savigny-le-Temple ;
- Alain Aurenche, le 7 octobre, à Sevran ;
- Alain Moisan, les 5, 6, 7 octobre au Trou noir.

« 01 ANARCHIE » UNE NOUVELLE ÉMISSION SUR RADIO-LIBERTAIRE

Le progrès ne revient, jamais en arrière et il est l'affaire de tous, mais attention lorsqu'il est entre les mains d'apprentis sorciers !...

Informatique, robotique, bureautique, télématique... qu'on le veuille ou non, toutes ces techniques s'immiscent dans notre travail et notre quotidien (Minitel, banques, assurances, etc.) et il est grand temps de s'informer, de garder les yeux ouverts et d'être vigilants. Les techniques nouvelles, détournées en « techniques du pouvoir » sont de plus en plus utilisées à des fins dirigistes pour accroître la production, diminuer les coûts salariaux en licenciant massivement et non, bien sûr, pour réduire le temps de travail ! Il n'existe à l'heure actuelle que des sociétés en compétition productiviste suicidaire, régies par la loi dite des « Prix-Salaires-Profits », que le profit soit privé ou d'Etat.

Soyons lucide ! Nous vivons une phase de mutation technologique et il y a une réalité : « Plus les techniques se perfectionnent et moins il y a de travail »... 25% des emplois de bureau sont automatisables, on remplace 4 emplois de tourneurs par 1 M.O.C.N. et 1 emploi de contrôle et de surveillance ; une pelleteuse fait en 2 heures de travail ce qu'une équipe de terrassiers mettait une semaine à faire ; là où il y avait dix immigrés pour peindre une

voiture pendant 8 heures, il y aura un robot qui peindra 24 h sur 24... et les exemples sont innombrables.

Aujourd'hui face à cela, une alternative : « Réduire le nombre d'emplois ou réduire le temps de travail ». Inutile de dire que Fabius, ses compères et ses prédécesseurs nous dupent lorsqu'ils s'acharnent à nous faire croire qu'il y aura en France du travail pour tout le monde, 2 450 000 chômeurs au lieu de 2 600 000 à la fin de l'année (la belle affaire !), trois millions en 1988 !...

Là où il fallait en 1896 un travail hebdomadaire d'une soixantaine d'heures, six heures aujourd'hui suffiraient pour assurer la même production ; notons qu'entre temps la durée du temps de travail n'a diminué que de 30%.

Grâce au progrès technique, il serait possible de réduire par trois ou quatre la part de travail pénible ; une dizaine d'heures de travail hebdomadaire suffirait à maintenir l'équilibre social, le reste des heures ne servant qu'à entretenir la domination du capital. L'application immédiate de la réduction du temps de travail pourrait créer bon nombre d'emplois et réduire la progression du chômage ; mais, qu'ils soient de droite ou de gauche, ceux qui nous gouvernent ont bien compris que le maintien d'une durée élevée du temps de travail assurerait la société contre une « mau-

vaise utilisation » (!) du temps libre. C'est ainsi que survivent des aberrations telles que : une armée de chômeurs, le service militaire, des campagnes publicitaires coûteuses provoquant l'achat d'objets dont on a bien souvent nullement besoin !

La famille des « tiques » est au goût du jour, mais sa digestion est plutôt difficile : risque de concentration du savoir et du pouvoir, chômage, renforcement du contrôle de l'entreprise sur les travailleurs, atteinte aux libertés individuelles, mutation dans la nature du travail lui-même, etc. Télétravail, C.A.O., E.A.O., M.O.C.N., ateliers flexibles, robots familiaux, conditions de travail, fichage, conflits syndicaux... autant de sujets qui sont abordés le mardi soir de 18 h 30 à 20 h, sur Radio-Libertaire, ou au cours de réunions de travail organisées parallèlement à cette émission. Il ne s'agit pas de détruire l'ordinateur (les canuts s'étaient trompés de combat, ils ont disparu, les métiers à tisser sont restés), mais de le démystifier, de s'informer, se mobiliser, prendre conscience que ce qui est sur bon nombre de points nuisible aujourd'hui, pourrait ne pas l'être demain dans une société libertaire. Voilà de quoi réfléchir et se donner rendez-vous à très bientôt.

L'équipe de 01 Anarchie

« BERURIER NOIR »

« Les flics bastonnent bien trop Dans leurs cars dans le métro Matraquage serviettes mouillées Car tu es basané Tant qu'il y aura des prisons Les kids se batt'ront. »

C'est rare que l'on parle du rock dans ces colonnes, faut dire que, souvent, les groupes de rock chantent le désespoir et la révolte uniquement pour se faire une place au soleil, avant de profiter ou de se faire bouffer par le show-biz.

Alors, lorsqu'un groupe émerge, qu'il ne veut pas se plier, qu'il ne veut pas se renier, ça vaut peut-être le coup de s'y intéresser. « Berurier noir », avec une boîte à rythmes au son unique et dingue et une guitare électrique de combat, nous chante l'« espoir noir ». Et si on peut danser sur leur musique — c'est ça le rock ! —, on le fait sur des titres aux textes décapants sur l'armée, l'Etat, l'enfermement psychiatrique... Des textes nés dans les squatts ou dans la misère quotidienne et urbaine, pas du genre de ceux écrits par les p'tits bourgeois qui se lancent dans la musique rock, comme ils se lanceraient dans la vente d'ordinateurs.

Seulement, « Berurier noir » ce n'est pas que ça et il est vrai que si pas mal de groupes n'ont fait des chansons aux connotations anars que pour se faire du fric (« Sex-Pistol », par exemple), les « Berurier noir » ont le mérite de mettre en pratique ce qu'ils disent, par exemple, ils ne vont quasiment jamais chanter dans les boîtes ou les discothèques, là où sont les rekins ; ils préfèrent jouer dans les squatts ou dans la désespérance d'une M.J.C. de banlieue. Ils s'occupent également de leurs concerts : les places sont peu chères et il n'y a pas de flics pour filtrer les entrées.

Ils ont sorti un 33 T., « Macadam massacre », où sont repris quelques-uns de leurs titres et, de même que pour les concerts, « Berurier noir » a fait en sorte que le disque soit vendu au prix minimum. « Aux mains de l'Etat, la force s'appelle droit. Aux mains de l'individu, elle se nomme crime. »

Jean-Pierre Levaray

(1) « Macadam massacre », rock-radicals-records 006, contact : François Loran, tél. (1) 344.37.05.

OÙ VA LA C.G.T. ?

AU lendemain du retrait du gouvernement des quatre ministres communistes, le monde politique était aux aguets : ça y est, la Confédération générale du travail va déterrer la hache de guerre. Bien des observateurs ont été très déçus car Henri Krasucki n'a pas élevé le ton, se bornant à dire que des choses n'allaient pas et que l'organisation syndicale jugerait sur pièces, au coup par coup. Discours devenu habituel depuis mai 1981 à la C.G.T. : « A priori, ça a toutes les chances d'être mieux, mais on voudrait voir ». Les journaux d'opposition agitaient l'épouvantail de la grève générale qui allait automatiquement déferler sur la France comme après la Libération. Les sujets de mécontentement ne manquent pas : les sinistres prévisions du budget 85 (même avec l'« acrobatie » des impôts), le pouvoir d'achat et l'emploi qui régressent. Faut-il une étincelle pour que le feu prenne ? Pour que les luttes sociales prennent de l'ampleur en cette rentrée, faut-il de « bons mots d'ordre » ou le mécontentement général chez les travailleurs en restera-t-il à la grogne et au dos rond ?

« La C.G.T. pousse à la grève, mais les gars y réfléchissent à deux fois avant de se laisser embarquer même si ce n'est pas l'envie qui leur manque. » Ces propos d'un agent de maîtrise de l'usine Renault de Douai, rapportés par un quotidien, résumant-ils vraiment toute la situation ? A l'usine de Douai, la C.G.T. n'est pas seule à appeler à l'action, la C.F.D.T. et la C.G.T.-F.O. étaient aussi présentes dans les tentatives de piquets de grève, durant la semaine dernière. A Cléon (92 000 salariés), près de Rouen, ou Sandouville (10 000 salariés) non loin du Havre, il n'y a pas que la C.G.T. qui hausse le ton. Là où peut-être la mobilisation a été la plus forte, à Sandouville, un tract de la C.G.T.-Force ouvrière disait : « Les salariés ne se nourrissent pas de participation, d'autogestion, de cogestion, de conseil d'ateliers... Ils louent leur force de travail contre un salaire leur permettant de vivre.

Leur intérêt n'est peut-être le même que celui de leur patron, quel qu'il soit. Quand toutes les possibilités de discussions ont été épuisées, alors combattre est un devoir... ». La C.G.T. d'Henry Krasucki se laisserait-elle couper l'herbe sous le pied dans un conflit où les médias la désignent comme le chef de file syndical ? On se plaisait à dire, il y a belle lurette, que quand Renault à Boulogne-Billancourt « éternuait » toute la France laborieuse était à l'écoute. Les temps changent et les bastions d'autrefois ne sont plus, mais les conflits qui ont lieu dans le groupe Renault ont toujours à la fois valeur de symbole et donnent une sorte de température du mouvement social.

Il est trop tôt pour dire si le conflit Renault s'essoufle, s'effrite ou s'il marque le pas. La C.G.T. et ses instances dirigeantes, Krasucki et Sainjon entre autres, sont-ils décidés à « mettre le paquet », à laisser s'exprimer le mécontentement des travailleurs ? Il semblerait qu'une cotte mal taillée soit la seule pièce à juger par les travailleurs... On sait que l'unité n'est pas acquise porte-de-Montreuil dans l'attitude à avoir face au gouvernement. « On » se bornerait à montrer les dents sans vraiment entraver la production (la Su-7 per 5 !) et ce ne sont pas les dessins de Faisant à la une du *Figaro* qui y changeront quelque chose !

La C.G.T., par la voix de son secrétaire Henri Krasucki, avait déclaré à R.T.L. le 16 septembre : « Tout le monde constate que ça ne va pas. Doit-on admettre cette dégradation comme une fatalité ? Doit-on attendre les bras ballants que le pouvoir d'achat se détériore, que les entreprises grosses et petites ferment ? Admettre ce qu'on a refusé autrefois ? Sûrement pas. Si on ne fait rien ou pas assez, on en prendra plein la figure ». Questionné sur les moyens que la C.G.T. était prête à employer, Krasucki répondit : « Dans l'unité d'action la plus large possible, cas par cas, en n'hésitant devant aucune forme énergique

d'action syndicale de masse, des manifestations et des grèves, si nécessaire, il faut s'opposer aux mesures néfastes. »

Que veut vraiment la direction confédérale de la C.G.T. ? Nous n'apprenons pas aux lecteurs du *Monde libertaire* que le Parti communiste y est plus qu'influent... Mais pour les militants anarcho-syndicalistes, qui pour diverses raisons sont à la Confédération générale du travail, il est plus qu'utile de rappeler aux militants communistes ce que pourrait être la C.G.T. si elle était telle qu'elle se déclare dans les textes.

« Le salarié adhère au syndicat pour défendre ses intérêts. Les statuts de la C.G.T. reconnaissent expressément cette raison première de l'existence et de l'activité syndicales. Le syndicalisme est une question d'intérêt et non pas d'opinion », disait, en 1972, le document d'orientation du 38^e congrès de la C.G.T. A cette époque, le Programme commun pointait son nez et tout en réaffirmant que la C.G.T. était avant tout une organisation qui défendait les intérêts des travailleurs, on posait les jalons de la raison d'Etat. En effet, toujours dans le document d'orientation du 38^e congrès on pouvait lire que pour la C.G.T. : la constitution d'un « pouvoir nouveau basé sur la démocratie politique et économique est un problème fondamental inséparable d'une perspective socialiste pour notre pays ».

Si Renault n'est plus le « phare » du mouvement ouvrier français, Cléon, Sandouville, Douai, Rueil et d'autres montrent que l'union à la base n'est pas qu'un slogan de dirigeant syndical. Sans distinction de boutiques syndicales, les travailleurs d'une même entreprise doivent s'entendre pour proposer une autre solution que la politique du « dos rond ». Et laissons nos dirigeants syndicaux à leurs égarements politiques !

Jean-Pierre Germain

DANS le *Monde libertaire* n°542, un article intitulé « A propos des nouveaux syndicats » présentait à la suite de la fédération qu'elles avaient organisée, les organisations syndicales autonomes victimes de la répression tant patronale que syndicale (S.D.B.-B.N.P., S.L.T.-Usinor/Dunkerque, S.A.T.-P.T.T./Lyon cale (S.D.B.-B.N.P., S.L.T.-Usinor/Dunkerque, S.A.T.-P.T.T./Lyon cale et C.N.T.-Région parisienne). Il nous a paru intéressant de publier ici le point de vue d'un militant d'une de ces organisations, le S.A.T.-P.T.T./Lyon.

LE samedi 15 septembre, quatre organisations syndicales : S.D.B.-B.N.P., S.L.T.-Usinor/Dunkerque, S.A.T.-P.T.T./Lyon et C.N.T.-Région parisienne organisaient, de 16 h à 23 h, salle Martin-Luther-King à Paris 14^e une fête contre la répression syndicale.

Ces quatre syndicats, bien que n'ayant entre eux aucun lien organique, se rencontrent épisodiquement pour échanger des informations, discuter de leurs problèmes respectifs et débattre du syndicalisme. Ils ont décidé d'organiser cette fête pour dénoncer la répression qui s'abat sur leurs militants. On peut citer dernièrement : licenciement de Franz Flatisher, secrétaire du S.L.T., le 28 décembre 1982 ; blâme et mutation d'office d'un délégué du S.A.T. (cette mesure est accompagnée par une notation catastrophique pour les trois quarts du personnel d'exécution d'un service combattif du centre de tri de Lyon-Montrochet) ; licenciement de deux délégués du S.D.B. à la B.N.P. le 31 juillet 1984 ; licenciement également de militants de la C.N.T. à la clinique des Orangers à Bordeaux.

Les lecteurs des pages sociales du *Monde libertaire* ont déjà certainement entendu parler de ces syndicats, mais il n'est peut-être pas inutile de les présenter très brièvement. Le S.D.B., le S.L.T. ou le S.A.T. ont été créés suite à des exclusions de la C.F.D.T., après

des bagarres pour la réintégration qui n'ont pas abouties. Chacun dans leurs entreprises respectives, ils se battent pour défendre pieds à pieds les acquis des travailleurs durement attaqués dans la période actuelle. Ils refusent de rentrer dans une logique de collaboration de classe comme tendent à le faire les organisations syndicales « traditionnelles » (particulièrement la C.F.D.T. ces derniers temps), qui osent même indiquer aux patrons comment augmenter la production. Ils privilégient les assemblées générales décisionnelles car ils pensent que c'est aux travailleurs de décider eux-mêmes des formes de lutte qu'ils souhaitent utiliser.

La C.N.T. a une origine totalement différente. Cette petite confédération essaie de perpétuer la tradition anarcho-syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire du mouvement ouvrier français. Partout où ils sont implantés les militants de la C.N.T. ont une pratique syndicale semblable à celles du S.D.B., du S.A.T. ou du S.L.T.

Après la partie musicale qui suivit la présentation des syndicats organisateurs, un débat eut lieu avec les 300 personnes qui assistaient à la réunion. Un camarade du S.L.T. nous annonça que, sous couvert de modernisation, c'est plusieurs milliers de suppressions d'emplois qui attendent les travailleurs d'Usinor ; mais les restructurations ne touchent

pas seulement les secteurs traditionnels de l'économie : sidérurgie, métallurgie, charbonnage, chimie, etc.

L'intervenant du S.D.B. nous informa que dans les cinq prochaines années, c'est 60 000 emplois qui seront supprimés dans les banques (environ 15% du personnel). Pour les P.T.T., le copain du S.A.T. brosse un tableau de ce qui risque d'arriver aux postiers si rien n'est fait pour empêcher la mise en application du plan Chevalier — sortie du statut de la fonction publique, abandon du monopole postal, embauche et tarification fixées au niveau local. En attendant, en 1985, 2 000 emplois seront supprimés à la poste, principalement dans les centres de tri.

Le représentant de la C.N.T. s'interrogea sur le fait, qu'à l'heure actuelle, beaucoup de salariés qui bossent dans de petites boîtes, de moins de 10 employés (commerce, textile), sont aujourd'hui exclus du syndicalisme.

Pourtant, partout où ils sont impliqués, le S.L.T., le S.D.B., le S.A.T. ou la C.N.T. sont combattus à mort par le patronat qui met tout en œuvre pour essayer de les faire disparaître, avec au besoin l'aide de la C.G.T. ou de la C.F.D.T., qui n'hésitent pas à dénoncer nommément les militants de ces syndicats.

Des questions furent posées ensuite quant à la pratique syndicale, au mode d'intervention

dans l'entreprise et à leur représentativité.

Si le S.L.T. ou le S.D.B. privilégient les délégués du personnel (6 pour le S.L.T. et 30 pour le S.D.B. représentant 20% du personnel de leur entreprise respective), la C.N.T. quant à elle préfère les délégués syndicaux. Elle est reconnue représentative dans plusieurs boîtes. Le S.A.T. qui n'a pas de délégués du personnel — il n'en existe pas dans la fonction publique — a comme le S.D.B. ou le S.L.T., entamé une bataille juridique depuis sa création pour obtenir la représentativité. A l'heure actuelle, l'administration des P.T.T. oppose toujours une fin de non recevoir à toutes ses demandes.

Les syndicats des grandes confédérations refusent tout contact avec ces organisations syndicales là. Pour le S.A.T., le S.D.B., le S.L.T. ou la C.N.T., il est important que partout dans les entreprises, les syndicalistes écœurés par les attitudes de la C.G.T. ou de la C.F.D.T., les quittent pour créer des syndicats sur des bases identiques aux leurs. C'est d'ailleurs le principal point de divergence avec les militants des oppositions syndicales qui pensent qu'il est encore possible de faire du boulot dans les confédérations ouvrières représentatives. A l'heure actuelle, vu le petit nombre de syndicats « autonomes » de lutte de classe, les syndicats organisateurs de la fête n'ont

pas jugé utile de créer une nouvelle structure qui ne correspondait pas à un réel besoin (1).

Ce débat fut clôturé par l'intervention d'un militant du Syndicat national du personnel d'Air-Inter (S.N.P.A.T.) récemment créé, suite également à une exclusion de la C.F.D.T. Il est devenu, aux dernières élections professionnelles, en juin dernier, la 1^{ère} organisation syndicale devant la C.G.T. et la C.F.D.T. Malgré sa création récente, certains de ses militants sont déjà en butte à la répression, une plainte ayant été déposée à leur encontre pour entrave à la circulation des avions, pour une affaire datant de l'époque où ces derniers étaient encore à la C.F.D.T.

Cette manifestation, en période de rentrée sociale, aura permis aux militants du S.D.B., du S.A.T., du S.L.T. ou de la C.N.T. de se renflouer mutuellement. Elle aura aussi permis de nouer des contacts utiles pour les luttes syndicales à venir. Espérons que malgré la situation défavorable, le mouvement ouvrier saura se ressaisir pour mettre un frein à toutes les attaques dont il est victime.

Daniel militant F.A. et S.A.T.

(1) Pour en revenir à la répression anti-syndicale, ces petites organisations ne sont pas les seules à en être les victimes. Dès que des sections syndicales mènent des luttes radicales, leurs militants sont la cible du patronat. Des copains postiers de la C.F.D.T. de Créteil en ont été récemment les victimes.

HALTE A LA RÉPRESSION CONTRE LES MILITANTS SYNDICAUX !